

Les déterminants du bien-être  
subjectif :  
une approche comparative entre  
Madagascar et le Pérou

*Javier HERRERA*  
*Mireille RAZAFINDRAKOTO*  
*François ROUBAUD*

# LES DETERMINANTS DU BIEN-ETRE SUBJECTIF : UNE APPROCHE COMPARATIVE ENTRE MADAGASCAR ET LE PEROU

Javier Herrera  
IRD-Paris, DIAL  
[herrera@dial.prd.fr](mailto:herrera@dial.prd.fr)

Mireille Razafindrakoto  
IRD-Paris, DIAL  
[razafindrakoto@dial.prd.fr](mailto:razafindrakoto@dial.prd.fr)

François Roubaud  
IRD-Paris, DIAL  
[roubaud@dial.prd.fr](mailto:roubaud@dial.prd.fr)

**Document de travail DIAL**  
Janvier 2006

## RESUME

Le caractère multidimensionnel de la pauvreté est aujourd'hui universellement reconnu. Un certain nombre d'études montrent une faible corrélation entre l'approche monétaire de la pauvreté et la perception des ménages de leur bien-être. Des travaux récents ont pu montrer que, dans les pays développés, cette dernière ne dépend pas seulement du niveau de revenu ou de consommation, mais aussi d'autres facteurs (emploi, santé, etc.). Cette contribution se propose d'explorer les facteurs qui déterminent l'évaluation subjective des ménages de leur niveau de vie à partir d'une analyse comparative portant sur deux pays en développement, le Pérou et Madagascar. Pour ce faire, l'étude mobilise une base de données originale, comptant à la fois des variables individuelles objectives (caractéristiques socio-économiques des ménages, environnement et trajectoires individuelles obtenues grâce à la dimension panel des deux enquêtes), ainsi que des mesures subjectives du bien-être identiques pour les deux pays. Quelle est la contribution du revenu à la perception du bien-être ? Celle-ci dépend-elle du niveau de revenu et/ou de la position relative par rapport à un groupe de référence qu'il convient d'identifier ? Au-delà des revenus, le type d'insertion sur le marché du travail et la qualité de l'emploi ont-ils une influence significative sur le bien-être subjectif ? Dans quelle mesure la trajectoire d'un individu et son environnement immédiat jouent sur son bien-être (origine sociale, inégalités spatiales au niveau du quartier) ? Enfin, quel est le poids des nouvelles dimensions de la pauvreté telles que la vulnérabilité et l'exclusion sociale et politique ?

**Mots clés :** bien-être subjectif, pauvreté, groupes de comparaison, aspirations, revenu relatif, données de panel, Madagascar, Pérou.

## ABSTRACT

The multidimensionality of poverty is now widely acknowledged. Some recent studies in developed countries show that there is a weak correlation between the monetary poverty approach and the household's subjective perception of their well-being, suggesting that the subjective perception of welfare is based not only on monetary income or consumption. The contribution examines the factors that determine the subjective evaluation of welfare in developing countries, through a comparative analysis of Peruvian and Madagascan urban households. Our analysis is based upon a particularly rich first hand database concerning objective variables related to individual and household economic and socio-demographic characteristics, trajectory (social origins), local variables (district level inequality), as well as subjective questions, identical for both countries. How much income levels influence households' welfare perceptions? Having or not a job and job quality do have any impact beyond that linked to the income it brings? What is the impact of individual social trajectories and local environment on welfare perceptions? Is subjective welfare perception dependant of absolute or rather relative variables, grounded on reference comparison group? Finally, how much weights do have new poverty dimensions such as vulnerability and social or political exclusion on household's subjective welfare appraisals?

**Key Words :** subjective wellbeing, poverty, peer group effects, capacity to aspire, relative income, panel data, Madagascar, Peru.

**JEL Code :** I31, I32, D60, C25.

## Table des matières

<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>2. L'ANALYSE DU BIEN-ETRE SUBJECTIF : UNE REVUE DE LA LITTERATURE EXISTANTE .....</b>	<b>5</b>
<b>3. MADAGASCAR-PEROU : PRESENTATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET DESCRIPTION DES DONNEES .....</b>	<b>8</b>
<b>3.1. Le contexte socio-économique .....</b>	<b>8</b>
<b>3.2. Les données .....</b>	<b>9</b>
<b>4. ANALYSES DESCRIPTIVES : L'EVALUATION SUBJECTIVE DES MENAGES DE LEUR NIVEAU DE VIE.....</b>	<b>11</b>
<b>4.1. La perception subjective et le groupe de référence .....</b>	<b>12</b>
<b>4.2. Multidimensionnalité de la pauvreté.....</b>	<b>14</b>
<b>5. ANALYSES MULTIVARIEES : LES DETERMINANTS DU BIEN-ETRE SUBJECTIF .....</b>	<b>16</b>
<b>5.1. Les hypothèses testées .....</b>	<b>16</b>
<b>5.2. Les résultats .....</b>	<b>18</b>
<b>6. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>24</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>26</b>

## Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Madagascar et le Pérou en chiffres (1999) .....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2 : Echantillons exploitables en coupe transversale et en panel, 2000-2002 .....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 3 : Évolution des appréciations subjectives et du niveau moyen des revenus.....</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 4 : Appréciation subjective de ménages de l'évolution des niveaux de vie .....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 5 : Recoupement entre les différentes approches de la pauvreté .....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 6 : Perceptions du bien-être et de la satisfaction des besoins essentiels.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 7 : Bien-être subjectif et revenus des ménages.....</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 8 : Perception du minimum nécessaire pour vivre et revenus observés des ménages.....</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 9 : Estimation d'un modèle probit ordonné du bien-être subjectif en fonction des revenus .....</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 10 : Modèle complet de bien-être subjectif.....</i>	<i>21</i>

## 1. INTRODUCTION

Le caractère multidimensionnel de la pauvreté est aujourd'hui unanimement reconnu. Cependant, dans les pays où cette dernière sévit avec le plus d'acuité, les politiques de lutte contre la pauvreté ne prennent pas en compte ses différentes dimensions. Dans les pays en développement (PED), la pauvreté n'est appréhendée le plus souvent que par l'approche monétaire comparant le niveau de revenu ou de consommation à un seuil donné. Rares sont les études portant sur la perception subjective du bien-être des ménages dans ces pays (Frey et Stutzer, 2002a). Ce fait découle en partie du manque d'enquêtes auprès des ménages abordant les multiples facettes de la pauvreté et en particulier sa dimension subjective. Mais il s'explique sans doute surtout par l'hypothèse sous-jacente selon laquelle la pauvreté est avant tout et essentiellement monétaire chez les plus pauvres ou dans les pays les plus pauvres (Argyle, 1999, Ferrer-i-Carbonell, 2002)<sup>1</sup>. Il est également évoqué un certain scepticisme concernant la fiabilité des réponses ainsi que sur les possibilités d'effectuer des comparaisons inter-personnelles des perceptions subjectives du bien-être (Easterlin, 2001).

L'objectif de cette étude est d'évaluer la pertinence de cette hypothèse en se penchant sur le cas de deux PED très différents, le Pérou et Madagascar, le premier étant un pays émergent d'Amérique latine, tandis que le second, situé en Afrique, se classe parmi les plus pauvres du monde. Grâce à la mobilisation d'une base de données particulièrement riche regroupant à la fois des variables individuelles objectives (les caractéristiques sociodémographiques et économiques), ainsi que des questions subjectives identiques pour les deux pays, on s'interroge dans quelle mesure l'approche classique de la pauvreté concorde avec la perception qu'ont les ménages de leurs conditions de vie. Le même type de données résultant de la greffe de modules thématiques spécifiques sur des enquêtes statistiques classiques ont déjà permis de cerner le point de vue des pauvres, et en particulier leurs besoins, en vue de la définition des politiques de réduction de la pauvreté (Razafindrakoto et Roubaud, 2002 et 2005). Il convient cependant de souligner que le recours à ces enquêtes combinant les variables qualitatives et quantitatives est encore rare dans les PED alors qu'elles présentent de nombreux avantages pour mesurer la pauvreté (Ravallion, 2002).

Notre analyse est basée sur l'appréciation subjective des ménages de leurs conditions de vie. Sans entrer dans le vaste débat autour du concept de pauvreté, cette dernière est définie ici par opposition au bien-être, au sens économique du terme<sup>2</sup>. Elle recouvre ainsi un large champ thématique ouvert notamment par Sen (1984), avec la notion de « *capabilities* » ou pénurie de capacités, et par la suite, exploré et mis en avant dans les PED dans le cadre de l'initiative visant à écouter la « voix des pauvres » (Narayan *et alii*, 2000a et 2000b ; Banque mondiale, 2001). La vulnérabilité, le capital social, l'autonomie sont ainsi venus s'ajouter aux ressources, à l'accès aux différents services sociaux de base (éducation, santé) pour cerner le phénomène de pauvreté. Ces « nouvelles » extensions du concept de pauvreté, qui commencent seulement à mobiliser l'attention des économistes du développement dans les pays pauvres, font déjà traditionnellement l'objet d'études approfondies mobilisant aussi bien des économistes que des sociologues dans les pays développés.

L'objectif de cette étude est double. Il s'agit d'une part de mieux cerner le phénomène et d'affiner les critères pour mesurer la pauvreté. Mais également, l'analyse doit nous permettre d'identifier les domaines qui influent sur le bien-être économique des individus et sur lesquels il conviendrait d'agir pour améliorer leur condition de vie. Nous chercherons à savoir si les résultats acquis en général sur les pays développés ou en transition se vérifient dans le cas des deux PED retenus.

Plus précisément, nous mettons principalement l'accent sur quatre questions. En premier lieu, dans quelle mesure le niveau des revenus détermine la manière dont les ménages apprécient leur bien-être ?

---

<sup>1</sup> Si, dans un modèle explicatif simple du bien-être subjectif, au lieu de considérer les niveaux absolus des revenus on considère les log des revenus, cet effet d'atténuation de l'impact des revenus pour les ménages le plus riches disparaît (Easterlin, 2001).

<sup>2</sup> Offer (2003) conclut que le lien entre la situation économique et le bien-être en général varie selon les périodes étudiées. Ce dernier serait plus difficile à définir que le « mal-être », que l'on peut associer à la notion de pauvreté. A l'inverse Frey et Stutzer (2002a) établissent un lien entre l'économie et la psychologie en posant l'équivalence entre le bien-être subjectif et le fait d'être heureux. Cette approche est encore récente et peu étudiée par les économistes dans le passé, à l'exception d'un courant incarné notamment par Easterlin (1974) ou Van Praag et Kaypten (1973).

L'idée selon laquelle le lien entre le revenu et l'appréciation subjective du bien-être est plus fort chez les pauvres trouve-t-elle une confirmation lorsque l'on compare Madagascar et le Pérou ? En deuxième lieu, quel est l'impact du revenu relatif sur le bien-être, ce qui pose la question de l'identification du groupe de référence par rapport auquel l'individu juge sa propre situation ? Troisièmement et au-delà des revenus, quels sont les facteurs socio-économiques qui jouent sur le bien-être ? En particulier, quel est le rôle de la situation sur le marché du travail et la qualité de l'emploi, celui de l'origine et de la mobilité sociale, celui de l'environnement géographique et des effets de quartier. Enfin, nous profiterons de la richesse de nos bases de données pour introduire de nouvelles dimensions considérées aujourd'hui comme faisant partie intrinsèque du concept de pauvreté : la vulnérabilité (impact des chocs sur le revenu, perte d'emploi, corruption, insécurité) ainsi que l'exclusion sociale et politique. L'influence de ces variables sur le bien-être a été rarement testée empiriquement (Frey et Stutzer, 2002a).

Dans la section 2, nous procédons à un bilan synthétique de la littérature existante sur les déterminants du bien-être, spécialement dans les PED. La section 3 met en perspective la situation économique comparée des deux pays et présente les données utilisées, en abordant les problèmes posés par les comparaisons internationales. Une première série de résultats descriptifs, comparant notamment les perceptions subjectives et les indicateurs objectifs du bien-être à Madagascar et au Pérou, font l'objet de la section 4. La section 5 cherche à modéliser les déterminants du bien-être subjectif et discute les résultats obtenus en soulignant les similitudes et différences entre les deux pays considérés. Enfin, la section 6 conclut et dresse quelques perspectives de recherche.

## **2. L'ANALYSE DU BIEN-ETRE SUBJECTIF : UNE REVUE DE LA LITTERATURE EXISTANTE**

Bien que la littérature empirique sur la perception subjective du bien-être (*Subjective Well-Being* ; *SWB* dans la suite du texte) soit en expansion rapide, les travaux portant sur les pays en développement restent peu nombreux. Ils se concentrent sur une demi douzaine de pays : Népal, Jamaïque, Afrique du Sud, Madagascar, Mexique et Pérou<sup>3</sup>. Alors qu'un certain nombre de faits stylisés ont été établis à partir des études portant sur les pays développés, aucune généralisation n'est encore possible sur les PED ; ceci non seulement en raison de leur faible nombre mais aussi de l'hétérogénéité des méthodologies et des approches. Une partie des résultats concernant ces PED semble même aller dans un sens opposé à ceux obtenus de façon unanime pour les pays développés. S'agit-il d'une spécificité propre aux PED ou bien de cas particuliers ? Dans cette section nous passons en revue les principaux et plus récents travaux sur le *SWB* et ses déterminants, aussi bien dans les pays développés que dans les PED. Notre intention n'est pas ici de rendre compte de cette littérature de façon exhaustive mais plutôt de confronter les faits stylisés qui se dégagent à propos des pays développés avec les résultats parcellaires obtenus dans le cas des PED pour lesquels la question du bien-être subjectif a fait l'objet d'études empiriques.

Dans ce champ de recherche, trois faits saillants font l'objet d'un très large consensus.

- 1) En premier lieu et de façon unanime, l'ensemble des travaux s'accorde sur le fait qu'il existe une corrélation positive entre bien-être subjectif et le niveau des revenus (indicateur monétaire le plus souvent retenu ; Easterlin, 2001). Il est également reconnu que cette corrélation n'est pas parfaite (Easterlin, 2001 ; Frey et Stutzer 2002a). Ces constats, qui se retrouvent aussi bien dans les pays développés que dans les PED, constituent sans doute les résultats les plus robustes de l'ensemble de la littérature empirique sur le thème.

---

<sup>3</sup> Voir notamment les travaux de Fafchamps et Shilpi (2003), Pradhan et Ravallion (2000), Razafindrakoto et Roubaud (2000, 2005b), Herrera (2001), Rojas (2003), Graham et Pettinato (2000 et 2001), Kingdon et Knight (2004), et Lokshin, Umapathi et Paternostro (2004).

En plus de ces résultats, Easterlin met en avant deux autres faits stylisés portant cette fois-ci sur les pays développés :

- 2) la corrélation positive observée dans les études en coupe transversale s'affaiblit, voire disparaît, lorsqu'on passe à des comparaisons intertemporelles (que ce soit en examinant des cohortes ou en panel). Ainsi, sur un cycle de vie, le niveau moyen du *SWB* demeure globalement constant malgré l'accroissement substantiel des revenus (Easterlin, 2001).
- 3) Malgré le fait que le *SWB* d'une cohorte reste constant tout au long du cycle de vie, les individus pensent que leur situation était pire dans le passé et qu'elle s'améliorera dans le futur (Ibid.).

Si ces trois faits stylisés semblent solidement établis, les auteurs divergent quant à l'interprétation qu'on peut en faire. Concernant la corrélation partielle en coupe transversale entre *SWB* et niveau des revenus, plusieurs hypothèses ont été avancées. Celle qui est la plus couramment admise est que la perception subjective du bien-être n'est pas déterminée uniquement par le niveau de revenus courants, mais par un ensemble de variables relevant de la trajectoire des revenus et d'autres domaines comme la santé, l'éducation, l'emploi, etc., indépendamment de leur effet sur les revenus (Ravallion et Lokshin, 2002a). Cette liste n'est pas exhaustive : d'autres études incluent aussi la situation familiale (le divorce, le veuvage, etc.), la gouvernance, la démocratie et le capital social (Frey et Stutzer, 2002b).

Le deuxième fait stylisé, à savoir l'affaiblissement, voire la disparition, de la corrélation entre les revenus et le *SWB* lorsqu'on passe d'une approche en coupe transversale à une approche temporelle peut s'expliquer, d'une part, par l'évolution des aspirations, et d'autre part par l'importance croissante avec l'avancée dans le cycle de vie d'autres domaines du bien-être (tels que la santé, la vie familiale, etc.) dans l'appréciation globale du *SWB*. Par exemple, la capacité des individus à s'adapter à des situations de veuvage, au passage à la retraite, au chômage, ou à la dégradation de leur santé, est faible. Dans la mesure où ces événements ont une probabilité plus élevée de survenir vers la fin du cycle de vie, le *SWB* aura tendance à baisser avec le temps, venant contrecarrer partiellement ou totalement l'effet positif lié à la croissance des revenus résultant de la valorisation de l'expérience professionnelle.

Cherchant à expliquer pourquoi les individus ont tendance à regarder le passé avec amertume et le futur avec optimisme (troisième fait stylisé), Easterlin (2001) propose de distinguer l'utilité décisionnelle et l'utilité vécue et avance l'hypothèse selon laquelle les individus jugent le futur en considérant les aspirations présentes, elles-mêmes acquises par l'expérience passée. Ainsi, en considérant le cas le plus classique d'un accroissement progressif des revenus d'un individu au cours de son cycle de vie, comme les aspirations s'adaptent et augmentent avec les revenus, le niveau de vie passé est forcément jugé insatisfaisant compte tenu des aspirations présentes. En revanche, les perspectives d'augmentation des revenus dans le futur sont vues comme positives pour le bien-être étant donné qu'on ne peut d'emblée tenir compte de la montée des aspirations qui en découlera.

Les différents déterminants du *SWB* peuvent avoir une importance variable selon les groupes sociaux et la phase du cycle de vie. Pour Easterlin, les individus, au début de leur cycle de vie partagent un même ensemble d'aspirations. Ensuite, selon le niveau d'éducation atteint, ils suivront deux trajectoires distinctes, associées à deux niveaux de bien-être objectif et subjectif différents. Par la suite, c'est au long de ces trajectoires que le principe d'adaptabilité des aspirations va jouer un rôle important. Les individus situés sur chaque « rail » s'adaptent à la progression des revenus qui leur est propre (Easterlin, 2001 ; Frey et Stutzer 2002c). Selon Easterlin (2001), le principe déterminant les aspirations change lui aussi au cours du cycle de vie. Le poids de l'expérience passée décline au profit des comparaisons sociales. Dans le cas des PED, il a été soutenu que les circonstances matérielles comptent plus dans le *SWB* que d'autres dimensions du bien-être comme les libertés et la participation politiques, le respect des droits de l'homme, etc., mises en avant par les théoriciens de la transition culturelle et du post-modernisme (Inglehart, 1997 ; Inglehart et Welzel, 2005).

Le comportement asymétrique du *SWB* selon les trajectoires ascendantes ou descendantes des revenus peut également rendre compte d'une partie de la variance du *SWB* non expliquée par le niveau courant des revenus. Ainsi, utilisant le panel britannique comportant dix vagues, Buchardt (2003) note que le *SWB* de ceux qui ont subi un choc négatif est inférieur à celui de ceux qui ont un revenu permanent faible. Par contre, il constate qu'on s'adapte mieux à une trajectoire ascendante des revenus : ceux qui suivent une telle trajectoire n'ont pas un *SWB* supérieur à celui des individus qui ont bénéficié d'un revenu élevé de façon permanente. Le niveau de *SWB* serait positivement corrélé avec le niveau des revenus et négativement avec les aspirations (Easterlin, 2001). A mesure que l'on progresse dans l'échelle des revenus, les aspirations s'accroissent dans des proportions similaires de sorte que le *SWB* demeure constant. De manière plus générale, Michalos (1985), repris par Selnik (2003), soutient que le *SWB* dépend de l'écart entre la situation d'un individu et les repères de comparaisons, qui à leur tour sont composés par les situations passées, les aspirations, les besoins et les objectifs.

Le caractère asymétrique du comportement du *SWB* suivant que les trajectoires individuelles de mobilité sont ascendantes ou descendantes, constaté dans le cas des revenus, est encore plus marqué s'agissant des domaines non-matérielles du bien-être. Ainsi, la perte de l'emploi provoque une diminution du bien-être qui ne peut pas être compensé par un simple gain monétaire équivalent à celui perdu lors du passage au chômage (Ravallion et Lokshin, 2002a). Cela signifie, comme le notent Clark et Oswald (1994) qu'au-delà du manque à gagner financier, la perte de l'emploi a un effet durable sur le bien-être, par le biais de son effet sur l'exclusion sociale, le sentiment d'inutilité, l'estime de soi, etc.

Les aspirations ne dépendent pas uniquement des expériences et des trajectoires individuelles passées. Elles dépendent aussi de manière cruciale des expériences d'autres individus (« *social comparison theory* » dans les termes d'Easterlin, 2001). Suivant Selnik (2003), il convient de distinguer deux cas, tous les deux relevant néanmoins d'interactions sociales. D'une part, la perception subjective du bien-être est sujette à l'interdépendance des préférences. D'autre part, la situation relative aux autres individus du groupe de référence, en particulier dans une perspective dynamique, a une valeur cognitive. Tandis que la théorie de la comparaison des revenus suggère que les revenus des autres personnes affectent directement le *SWB* d'un individu (bien-être « relatif »), l'interprétation cognitive du revenu d'un groupe de référence implique que le lien entre ces revenus et le *SWB* individuel est indirect et passe par son contenu informationnel (en termes d'opportunités et de trajectoire possible). Ainsi, dans le cas des ménages russes, Selnik met en évidence que le *SWB* individuel augmente alors que les revenus du groupe de référence augmentent encore plus vite. C'est l'anticipation et la perspective de connaître la même progression des revenus (« effet tunnel ») qui fait accepter ce décalage par rapport au groupe de référence, et a un impact positif sur le *SWB*. Les deux effets révèlent l'importance des interactions sociales, avec interdépendance des perceptions dans un cas mais pas dans l'autre (Selnik, 2003).

Si d'une manière générale, l'effet positif du revenu individuel l'emporte sur l'effet négatif du revenu relatif, ce n'est pas toujours le cas. Ainsi, Fafchamps et Shilpi (2003) montrent que pour les ménages ruraux népalais, l'effet négatif du revenu moyen du groupe de référence est tel qu'il annule l'impact positif des revenus individuels. Ils interprètent cette spécificité par la situation particulière des communautés rurales népalaises, caractérisée par une économie stagnante, isolée et un niveau élevé de pauvreté.

Comme le reconnaissent Fafchamps et Shilpi (2003), on sait très peu de choses sur la manière dont les groupes de référence se constituent. Ces auteurs mettent en évidence le rôle de l'isolement dans les communautés rurales du Népal. Dans ces villages isolés, le groupe de référence est leur propre communauté locale, tandis que pour les individus résidant dans les villes le groupe de référence est plus complexe et diffus. Pour Clark et Oswald (1994), le groupe de référence est formé par des individus partageant les mêmes caractéristiques associées au marché du travail. Ravallion et Lokshin (2002a) considèrent non seulement la localité mais aussi le groupe familial. Ils testent l'influence de la position de l'individu par rapport au reste des membres du ménage sur la perception de bien-être. Cependant, dans le cas particulier de la Russie, l'effet s'avère non significatif.

Dans le cas de la Russie étudié par Ravallion et Lokshin (2002a) et celui du Népal analysé par Fafchamps et Shilpi (2003), le revenu moyen de la localité où résident les ménages a un impact négatif

sur le bien-être subjectif, une fois contrôlés le revenu du ménage et ses autres caractéristiques socio-démographiques. Toutes choses égales par ailleurs donc, les individus résidant dans des localités plus riches auront une perception plus négative de leur *SWB*. Ceci expliquerait, selon Ravallion et Lokshin, pourquoi on constate des écarts entre les indicateurs objectifs et subjectifs de bien-être dans les régions les plus riches (ibid.). L'importance de l'impact négatif du revenu relatif du ménage/individu par rapport au revenu moyen de la localité s'accroît avec l'isolement de la localité et son éloignement des marchés, au point même d'effacer l'effet positif du revenu du ménage sur le *SWB*, comme le montrent Fafchamps et Shilpi dans le cas du Népal. L'effet disparaît dans le cas des ménages résidant plus près des marchés, ce qui signifie, selon les auteurs cités, que ces ménages se comparent avec d'autres groupes de référence. Dans le cas de la Russie, l'effet négatif du revenu de la localité n'est pas suffisamment fort pour compenser l'impact positif des revenus individuels et du ménage sur le *SWB*<sup>4</sup>. Ces deux études apportent une validation empirique de l'hypothèse du bien-être relatif au détriment de « l'effet tunnel ».

### **3. MADAGASCAR-PEROU : PRESENTATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET DESCRIPTION DES DONNEES**

#### **3.1. Le contexte socio-économique**

Madagascar et le Pérou sont, à bien des égards, deux PED très différents d'Afrique et d'Amérique latine. Leurs traditions relèvent d'univers culturels très éloignés, en dépit d'un fond chrétien commun. Du point de vue économique, le premier est l'un des pays les plus pauvres du monde à dominante agricole, tandis que le second est un pays émergent semi industrialisé (Tableau 1). Avec 2.100 dollars, le PIB par tête du Pérou est près de 10 fois supérieur à celui de Madagascar, qui atteint à peine 250 dollars. Cet énorme écart de niveau de développement se traduit par des taux de pauvreté sans commune mesure. En 1999, 76 % des Malgaches vivaient sous le seuil de pauvreté contre 42 % des Péruviens.

Cependant, au moment des enquêtes, soit entre 2000 et 2002, les deux pays étaient engagés dans deux trajectoires économiques opposées, en dépit d'une matrice commune de politiques publiques, largement inspirée par le Consensus de Washington et les programmes d'ajustement structurel : stabilisation macro-économique, libéralisation interne et externe, privatisation. Ainsi à Madagascar, après une longue période de récession, la tendance se retourne au milieu des années 1990. Le programme de réforme économique amorcé au début des années 1980 finit par se faire sentir à partir de 1997 : pour la première fois depuis de nombreuses années, le PIB par tête s'améliore légèrement (+1 %). Depuis, le processus s'accélère, et la croissance flirte avec les 5 % en 2000. Cette embellie est tout à fait exceptionnelle à l'aune de l'histoire économique de Madagascar. Il faut remonter à la fin des années 1960 pour retrouver une situation aussi favorable. Ainsi, dans la capitale Antananarivo, objet de la présente étude et pour laquelle on dispose de données détaillées issues d'enquêtes auprès des ménages, la rémunération réelle du travail et le revenu par tête des ménages enregistrent une augmentation de 43 % et de 35 % respectivement entre 1995 et 1999 (Razafindrakoto et Roubaud, 1999). Cette dynamique contraste radicalement avec l'évolution antérieure. Sur longue période, le niveau de vie des populations a régressé quasiment sans discontinuer depuis l'Indépendance du pays, avec un recul de 45 % entre 1961 et 1995 (Ravelosoa et Roubaud, 1998).

Au Pérou, après une période de forte expansion entre 1993 et 1997, où le PIB par tête a crû de plus de 6 % l'an, le cycle s'est brutalement retourné à partir du second semestre 1997. La croissance de l'économie péruvienne s'est ralentie, puis est devenue négative à la suite de la crise asiatique, à l'instar de la plupart des pays latino-américains. Au tarissement des entrées de capitaux à court terme et à la chute des cours des principales exportations sont venus s'ajouter les effets dévastateurs du Niño. En 1998 et 1999, le pays enregistre une diminution du PIB par tête de -2,1 % et -0,3 %. L'économie péruvienne a renoué avec la croissance au cours de la période 1999-2002 (croissance de 1 % et 1,5 %

---

<sup>4</sup> L'effet cumulé d'une hausse de 1 % des revenus courants et passés individuels et du ménage est de 0,335 alors que l'effet de la localité de résidence est de -0,200 (Ravallion et Lokshin, 2002a).



du PIB et de la consommation privée en moyenne par an respectivement). Cependant, celle-ci a été insuffisante pour retrouver les niveaux de PIB et de consommation par tête de 1997.

Cette modeste croissance de la consommation privée enregistrée par les comptes nationaux se retrouve dans les résultats des enquêtes auprès des ménages. La dépense par tête des ménages urbains s'accroît de 6 % et 3 % en 2001 et en 2002 mais ceci est à peine suffisant pour atteindre le niveau de 1999. En 2001 et en 2002, compte tenu de l'augmentation des inégalités (le coefficient de Gini passe de 0,37 en 2000 à 0,42 en 2002), la pauvreté totale et la pauvreté extrême en milieu urbain ne diminuent pas, voire augmente légèrement (mais de façon non significative statistiquement). En 2002, elles affectent 36,9 % et 6 % de la population, respectivement. Si l'on se place dans une perspective de plus long terme, en 2002 le PIB par tête des Péruviens n'est qu'environ 30 % supérieur à celui enregistré au début des années 1960.

Parmi les différences entre les deux pays, un certain nombre de caractéristiques distingue fortement les deux capitales, Antananarivo et Lima, sur lesquelles porte ce travail. Avec plus de 7 millions d'habitants, Lima est près de 7 fois plus peuplée qu'Antananarivo. Cet écart doit être apprécié non seulement en termes absolus mais aussi relatifs. Le poids économique et démographique de Lima, où réside plus du quart de la population péruvienne, fait du Pérou un pays monocéphale, alors que Madagascar apparaît sur ce plan plus équilibré. Les deux métropoles divergent également par leur degré d'hétérogénéité ethnique. Dans la capitale du Pérou, plus de la moitié de sa population est d'origine migrante, très largement issue des zones rurales andines, alors que dans la capitale malgache, les allogènes ne constituent qu'une petite minorité, plutôt originaire des villes secondaires du pays.

Il convient cependant de relativiser ces contrastes entre les deux pays. Selon Frey et Stutzer (2002a), l'importance des différences culturelles est souvent exagérée. Il y aurait des facteurs universels déterminant le bien-être subjectif (*happiness*), ce dernier étant pour tout être humain, quelle que soit sa culture, le but ultime de la vie (Frey et Stutzer, 2002b). On s'interrogera dans quelle mesure, malgré ces différences, les caractéristiques et les déterminants de la pauvreté subjective sont similaires dans les deux pays ? Les facteurs monétaires comptent-ils plus dans le pays le plus pauvre ? Constate-t-on un phénomène d'adaptation des aspirations, observé dans la quasi-totalité des études sur les pays développés ?

**Tableau 1 : Madagascar et le Pérou en chiffres (1999)**

	Madagascar	Pérou		Madagascar	Pérou
Superficie (1.000 km <sup>2</sup> )	587	1 285	PIB (mds us\$)	3,7	51,9
Population (millions)	14,6	25,2	PIB/tête (us\$)	250	2 130
Croissance démographique (%)	2,8	1,7	Tx d'investissement (% PIB)	12	22
Population urbaine (%)	29	72	Pression fiscale (% PIB)	11	18
Espérance de vie (années)	58	69	Dette extérieure (% PIB)	123	61

### 3.2. Les données

Dans les deux pays, les bases de données ont été collectées par l'Institut National de la Statistique (INSTAT à Madagascar et INEI au Pérou) suivant un protocole original et commun, dans le cadre du programme de recherche coordonné par les auteurs de la présente étude. Partant du constat que les mesures subjectives du bien-être restaient à ce jour quasiment inexistantes dans les PED, malgré un intérêt analytique universellement reconnu, des modules *ad hoc* spécifiques sur les « *Multiplés dimensions de la pauvreté* » ont été greffés sur la principale enquête auprès des ménages réalisée dans chacun des deux pays.

A Madagascar, le module « *Multiplés dimensions de la pauvreté* » a été incorporé au système d'enquêtes 1-2-3 auprès des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo<sup>5</sup>, mis en place par

<sup>5</sup> L'enquête 1-2-3 est un système d'enquêtes auprès des ménages développés par les chercheurs de DIAL qui comprend trois phases emboîtées suivant le principe des greffes d'enquêtes. La première phase consiste en une enquête-emploi, qui sert de support aux phases 2 (secteur informel) et 3 (consommation, pauvreté ; Razafindrakoto et Roubaud, 2002b). A Madagascar, la phase 1 est reconduite annuellement, tandis que les phases 2 et 3 ont été menées tous les 3 ans (1995, 1998, 2001 et 2004).

l'INSTAT, avec l'appui du projet MADIO, à partir de 1995, et reconduit chaque année (Rakotomanana, Ramilison et Roubaud, 2000 ; Rakotomanana, Ravelosoa et Roubaud, 2000). Le module a fait l'objet d'une première expérimentation en 1998. Le succès technique de cette opération, les résultats originaux qui ont pu en être tirés (Razafindrakoto et Roubaud, 2000 et 2005b) ainsi que la montée en puissance de la thématique de la pauvreté dans les PED, et à Madagascar en particulier (initiatives DSRP et PPTE, ODM) ont conduit à inclure le module « *Multiplés dimensions de la pauvreté* » dans le dispositif standard d'enquêtes à partir de 2000.

Depuis cette année, le module est greffé à l'enquête-emploi portant sur un échantillon d'environ 3.000 ménages et environ 15 000 individus, représentatif de la capitale malgache, suivant un plan de sondage aréolaire, stratifié, à deux degrés (zones de dénombrement, ménages). L'échantillon étant rotatif (renouvellement aléatoire d'un tiers des ménages chaque année), l'enquête comporte une dimension de panel, qui sera exploitée ici. Au total, 3.020 ménages ont été enquêtés en 2000 et 3.019 en 2001, tandis que le panel comprend 2.178 ménages enquêtés les deux années (Tableau 2). Concernant le module « *Multiplés dimensions de la pauvreté* » portant sur la situation générale du ménage, un interlocuteur qualifié au sein de chaque ménage a dû être sélectionné pour y répondre. Dans deux tiers des cas (65 % en 2000 et 68 % en 2001), le chef de ménage a répondu en personne à l'enquête. Pour 30 %, c'est le conjoint qui a été interrogé. La non disponibilité de l'un ou l'autre de ces interlocuteurs a conduit à mobiliser d'autres membres du ménage, pour une part toutefois résiduelle. Il convient de souligner qu'un tel dispositif est tout à fait exceptionnel en Afrique subsaharienne. En particulier, du fait de procédures de contrôle strictes à toutes les étapes (collecte, apurement, traitements), la qualité des données malgaches est très supérieure à celle que l'on peut trouver dans la plupart des enquêtes auprès des ménages en Afrique.

La même stratégie d'enquêtes modulaires emboîtées a été suivie dans le cas du Pérou. Le module de perception subjective peut donc être analysé conjointement avec les modules concernant les caractéristiques socio-économiques des ménages, l'emploi, les revenus et dépenses, éducation, santé, etc. Les multiples dimensions de la pauvreté (mesures objectives et subjectives) peuvent donc être examinées simultanément pour les mêmes ménages. Ceci permet aussi d'étudier dans quelle mesure ces multiples dimensions sont corrélées entre elles, si les profils et les déterminants de chaque dimension de la pauvreté sont similaires ou non.

Nos résultats s'appuient sur les enquêtes ENAHO (*Encuesta Nacional de Hogares*) réalisées au niveau national par l'Institut National de la Statistique au dernier trimestre de 2001 et de 2002. Afin d'assurer la comparabilité avec le cas de Madagascar, l'échantillon d'analyse sera restreint aux seuls ménages urbains. Nos résultats portent donc sur le sous-échantillon urbain de 10.013 et 11.112 ménages, respectivement en 2001 et 2002 (dans la capitale on a 2.486 ménages en 2001 et 2.134 en 2002)<sup>6</sup>. On compte également un panel de 2.927 ménages interviewés en 2001 et en 2002. On tirera profit du panel afin de considérer un certain nombre de chocs subis par les ménages et préciser le rôle des trajectoires. Rappelons que dans les rares études existantes sur les pays en développement les tailles d'échantillon sont beaucoup plus modestes que dans le cas du Pérou<sup>7</sup>. Cela nous permettra d'obtenir des résultats d'une plus grande robustesse et une désagrégation fine des caractéristiques socio-économiques des individus et des ménages. A la différence de l'enquête 1-2-3 malgache, dans le cas du Pérou, seuls les chefs de ménage ont été interrogés dans ce module. Il en résulte une population plus fortement masculine et en moyenne plus âgée que dans le cas malgache. Toutefois, dans la mesure où la dimension de la perception subjective se réfère au bien-être de l'ensemble du ménage, on a considéré que le chef est en mesure d'apporter une appréciation informée sur cette question, à l'instar d'ailleurs de la pratique courante pour les questions concernant les dépenses du ménage. Quoi qu'il en soit, les caractéristiques individuelles des répondants seront introduites dans les modèles économétriques afin de contrôler les biais éventuels introduits par cette stratégie d'enquête.

<sup>6</sup> Une fois écartées les valeurs manquantes, on a dans le module de perception subjective, un échantillon final de 9.813 ménages urbains en 2001 et 10.946 en 2002. Dans la capitale, notre échantillon final est de 2.394 en 2001 et de 2.069 ménages en 2002.

<sup>7</sup> Dans l'étude de Pradhan et Ravallion (2000) sur la Jamaïque et le Népal, la taille des échantillons nationaux est de 1.954 et 3.373, respectivement. Kingdon et Knight (2004) travaillent sur un échantillon de 8.300 ménages sud-africains, tandis que Lokshin, Paternostro et Umaphi. (2004) disposent de 5.080 ménages pour Madagascar. Cette faible taille d'échantillon est encore plus marquée dans la dimension de panel (par exemple, 500 ménages pour le panel péruvien étudié par Graham et Pettinato, 2001).

**Tableau 2 : Echantillons exploitables en coupe transversale et en panel, 2000-2002**

Nombre de ménages	Madagascar (capitale)		Pérou (urbain)	
	2000	2001	2001	2002
<b>Echantillon total</b>	3 020	3 019	9 813	10 946
<b>Panel 2000-2001</b>	2 178	2 178	2 882	2 882

Sources : *Enquêtes* 1-2-3, phase 1 (Emploi), 2000-2001, INSTAT/MADIO, Madagascar ; *Enquêtes* ENAHO 2000-2001, INEI, Pérou ; nos propres calculs.

Finalement, le travail d'harmonisation des enquêtes de base en amont (protocoles statistiques, questionnaires, énoncé des modalités) et des procédures de traitement en aval (construction de variables communes, dépendantes et indépendantes, définitions et modes de calcul rigoureusement identiques) garantit la stricte comparabilité des résultats obtenus dans les deux pays, ce qui constitue un des principaux points forts de cette étude. Une telle attention apparaît d'autant plus nécessaire qu'en matière d'analyse des perceptions, l'expérience accumulée à l'échelle internationale montre que les résultats obtenus sont particulièrement sensibles à la formulation même des questions posées. De même, dans la dimension temporelle, les deux panels ont été systématiquement contrôlés et les données aberrantes éliminées. L'étude des biais d'attrition a permis de s'assurer que les panels utilisés étaient de bonne qualité et bien représentatifs des univers sous revue dans chacun des deux pays.

#### **4. ANALYSES DESCRIPTIVES : L'ÉVALUATION SUBJECTIVE DES MÉNAGES DE LEUR NIVEAU DE VIE**

L'évaluation subjective des ménages de leur propre bien-être suscite souvent des réticences de la part des économistes, même si certains d'entre eux considèrent que les individus sont les mieux à même d'appréhender leur propre situation (Ravallion et Lokshin, 1999). Diverses objections ont été avancées : les unes mettent en doute la possibilité d'effectuer des comparaisons interpersonnelles ; les autres questionnent la capacité des individus à évaluer leur propre situation et à traduire celle-ci sur une échelle unique (Easterlin 2001 ; Ferrer-i-Carbonnell, 2002). De plus, les difficultés pratiques et les biais induits par les méthodes d'enquêtes (formulations des questions, interactions avec les enquêteurs, etc.) posent des problèmes supplémentaires (Selnik, 2003). Il a été aussi avancé que les comparaisons entre pays ont peu de sens en raison des différences culturelles<sup>8</sup>. En fait, comme le signalent plusieurs auteurs, aucune de ces objections n'est de nature à invalider l'approche subjective du bien-être. Il convient d'ailleurs de souligner que l'analyse des perceptions et des anticipations fait depuis longtemps partie de la boîte à outils des économistes et des statisticiens dans les pays développés, comme dans les PED, aussi bien sur le front théorique que sur celui des mesures empiriques, comme le montre notamment la généralisation des enquêtes de conjoncture. Sans minimiser l'importance des difficultés de mesure, nous ne reviendrons pas ici en détail sur cette question qui a fait l'objet d'un intense débat scientifique<sup>9</sup>. Cependant, la cohérence et la robustesse de nos résultats peuvent être mises à l'actif de ceux qui soutiennent que l'approche est pertinente, même dans les PED.

La confrontation de l'évolution de la perception subjective avec l'évolution des revenus moyens des ménages met en évidence une certaine convergence des deux indicateurs à Madagascar comme au Pérou (Tableau 3). A l'instar de ce qui peut être observé dans les pays développés, on constate que lorsque les revenus monétaires augmentent (ou diminuent), la perception des ménages évolue dans le même sens. Toujours en conformité avec un autre fait stylisé observé dans les pays industrialisés, le revenu minimum estimé par les ménages comme nécessaire pour vivre s'accroît (baisse) en période d'expansion (récession).

A Madagascar, entre 1998 et 2000, les ménages enregistrent une croissance de plus de 13 % de leur revenu par tête. Dans le même temps, la proportion de ceux qui déclarent que « *ça va très bien ou plutôt bien* » gagne 14 points, de 16 % à 30 %. Le solde d'opinion (% d'opinions positives - % d'opinion négatives) s'améliore de près de 12 points de pourcentage. A l'inverse, entre 2001 et 2002, les revenus réels chutent d'environ 2 %, suite à la crise politique et économique provoqué par

<sup>8</sup> Voir Frey et Stutzer (2002b) pour une discussion sur ce thème.

<sup>9</sup> Voir Frey and Stutzer (2002a) pour une discussion approfondie.

l'élection présidentielle contestée de décembre 2001 (Roubaud, 2002). Au cours de la même période, le solde d'opinion se dégrade (- 3 points). La relation entre les deux variables est cependant loin d'être parfaite, mettant en lumière l'influence probable d'autres facteurs que les seuls revenus sur le bien-être. Ainsi par exemple, alors que les revenus régressent légèrement (moins 2 % entre 2000 et 2001, soit une baisse équivalente à l'évolution observée entre 2001 et 2002), les perceptions continuent d'être favorablement orientées (+ 9 points).

De la même manière, on observe une corrélation positive entre les aspirations (mesurées par la question sur le revenu minimum considéré comme nécessaire pour vivre décemment ; connue sous le nom de *Minimum Income Question – MIQ*, en anglais et dans la suite du texte) et les revenus monétaires. Cependant, dans ce cas également, la relation n'est pas parfaite et est asymétrique. L'élasticité du *MIQ* au revenu semble être plus faible en phase de croissance qu'en phase de récession. Ainsi, la hausse de 13 % des revenus réels entre 1998 et 2000 s'accompagne d'une augmentation de 9 % du *MIQ*. A contrario, le faible recul des revenus entre 2001 et 2002 (-2 %), contraste avec l'effondrement du *MIQ* (-16 %). Ce résultat est parfaitement en ligne avec celui obtenu par Milanovic et Jovanovic (1999) dans le cas de la Russie. Alors que les ménages russes ont connu une forte baisse de leurs revenus réels entre 1993 et 1996, le revenu considéré comme minimum par les ménages (*MIQ*) a diminué encore plus rapidement. *In fine*, la pauvreté objective a augmenté tandis que la proportion de ceux qui se considèrent comme pauvres (pauvreté subjective) baissait. Dans le cas malgache, la forte poussée inflationniste avec la crise de 2002 a probablement brouillé les repères économiques des ménages, expliquant en partie la sur-réaction du *MIQ*.

Au Pérou, la dynamique des revenus, du *SWB* et du *MIQ* est observée sur une période plus courte (2001 et 2002). Néanmoins, on retrouve des résultats similaires à ceux observés à Madagascar. Ainsi, aussi bien dans la capitale qu'en milieu urbain, la croissance des revenus par tête s'accompagne d'une amélioration de la perception du bien-être et d'une augmentation des aspirations. Mais ici aussi, la relation n'est pas linéaire. Par exemple, les aspirations ont augmenté plus vite que les revenus pour l'ensemble des urbains du pays (+18 % vs. 14 %), alors qu'on observe l'inverse à Lima (+7 % vs. +16 %). In fine, dans les deux pays, l'évolution des revenus est positivement associée au *SWB* et au *MIQ*.

**Tableau 3 : Évolution des appréciations subjectives et du niveau moyen des revenus**

	Madagascar				Pérou			
	Capitale				Urbain		Capitale	
	1998	2000	2001	2002	2001	2002	2001	2002
1. Ca va bien ou à peu près	16,1	29,6	33,5	31,0	5,3	9,7	4,1	9,9
2. Ca va mais il faut faire attention	34,2	18,8	19,7	22,0	67,8	77,0	67,0	77,3
3. Situation très difficile	49,7	51,6	46,7	47,0	27,0	13,4	29,0	12,8
<b>Solde (positif-négatif)</b>	<b>-33,6</b>	<b>-22,0</b>	<b>-13,2</b>	<b>-16,0</b>	<b>-21,7</b>	<b>-3,7</b>	<b>-24,9</b>	<b>-2,9</b>
<b>Revenu moyen /tête</b>	<b>115,2</b>	<b>130,7</b>	<b>128,1</b>	<b>125,4</b>	<b>450,0</b>	<b>512,8</b>	<b>567,9</b>	<b>661,0</b>
<b>Revenu minimum nécessaire (médiane)</b>	133,3	144,9	156,8	132,2	1.014,6	1.200,0	1.217,5	1.300

Sources : *Enquêtes 1-2-3*, phase 1 (Emploi), 1998-2002, MADIO/INSTAT, Madagascar ; *Enquêtes ENAHO*, 2001-2002, INEI, Pérou ; nos propres calculs.

\* : A Madagascar, les revenus sont en milliers de Francs malgaches constants de 1998. Au Pérou, il s'agit de *Soles* constants de 2002.

#### 4.1. La perception subjective et le groupe de référence

Deux raisons sont souvent évoquées pour expliquer la corrélation partielle entre perception des niveaux de vie et revenus monétaires. La première réside dans le fait que les aspirations des ménages ont un comportement adaptatif. La seconde explication est que l'appréciation subjective des ménages prend en compte non seulement les revenus mais aussi un ensemble de conditions matérielles individuelles et collectives (chômage, structures familiales, discriminations, accès aux services publics, gouvernance, etc.). Nous reviendrons sur cette deuxième explication dans la section 5, lors de nos estimations économétriques des déterminants du bien-être subjectif, où nous essayerons de quantifier leurs contributions spécifiques. Nous portons ici notre attention sur le comportement adaptatif des ménages. Ce comportement adaptatif peut s'appuyer sur une trajectoire individuelle en

termes de statut économique, ou encore sur la situation et la trajectoire d'un groupe de référence. L'identification de ce dernier demande à être précisée : il peut s'agir d'un groupe social, défini par exemple selon les caractéristiques éducatives, l'âge et le type d'emploi ; il peut également s'agir d'une communauté locale, régionale, voire nationale ou internationale, liée au lieu de résidence.

On peut ici rappeler brièvement l'effet des interactions sociales sur la perception des individus du niveau et de l'évolution de leur propre bien-être que nous avons déjà vu dans la section 2. Le *SWB* d'un individu dépend des interactions avec un groupe social auquel il considère appartenir et qui lui sert de point de comparaison. Deux sortes d'interactions ont été identifiées dans la littérature appliquée : l'interdépendance des préférences et des aspirations d'une part, et « l'effet tunnel » attribuant au groupe de référence une valeur cognitive d'autre part. Selon que l'un ou l'autre type d'interaction prévaut, la théorie prévoit deux effets opposés. Dans le premier cas, le *SWB* d'un individu augmente si le bien-être du groupe est inférieur ou évolue moins rapidement que le sien. Ce qui rend difficile de tester cette hypothèse est le fait que l'on ne connaît pas *a priori* qui compose le groupe de référence (voisins du quartier ou du village, de la ville ou du pays ; individus possédant le même niveau d'éducation ou appartenant au même groupe professionnel, etc.). De plus, ce groupe peut varier au cours du cycle de vie ou encore suivant le degré d'isolement de la communauté de résidence<sup>10</sup>. L'autre hypothèse prédit un impact plutôt positif du niveau de revenu moyen du groupe et de son évolution sur le *SWB* d'un individu. C'est la perception de la mobilité économique – indicatrice de l'égalité d'opportunités – qui rendra positif l'impact du décalage des revenus de l'individu par rapport à sa communauté d'appartenance (il est possible pour tout individu d'atteindre la même situation que celle de son groupe de référence).

L'analyse conjointe de la perception de l'évolution du niveau de vie de son propre ménage et de celui du lieu de résidence (ici la ville où habitent les enquêtés) apporte quelques éléments de réflexion sur les interactions sociales à Madagascar et au Pérou (Tableau 4). A Madagascar, le solde d'opinion sur la situation individuelle évolue de manière semblable à celui portant sur la ville. Si l'on considère que le revenu moyen stagne en 2001 puis diminue en 2002 et que pendant cette même période les perceptions sur le ménage et sur la ville passent d'un solde très négatif à un solde légèrement positif, puis de nouveau à un solde très négatif, alors on pourrait postuler qu'il est peu probable qu'il y ait un effet de « rivalité » dans la détermination du *SWB*. La perception sur le niveau de vie de la ville semble avoir joué un rôle important sur le *SWB* lors de la stagnation des revenus observés, sinon comment expliquer la remontée importante du *SWB* sur le ménage ? Le groupe de référence « ménages dans la même ville » aurait ainsi un impact positif quand la situation économique s'améliore mais pas d'impact spécifique quand elle se détériore.

Au Pérou, le solde d'opinion sur la ville est moins négatif que sur le ménage aussi bien en 2001 qu'en 2002. Parallèlement, le solde d'opinion sur l'appréciation du niveau de vie se dégrade sensiblement dans un contexte où paradoxalement les revenus réels augmentent. Il apparaît que la population perçoit une dégradation du niveau de vie mais qui est moindre dans la ville que pour son ménage. Ce fait, au lieu d'induire un solde plus négatif sur la perception du niveau de bien-être du ménage, semble conduire à son amélioration. Ceci rejoint dans un certain sens les résultats obtenus par Graham et Pettinato sur le Pérou. Ils trouvent, sur la base d'un petit échantillon de ménages péruviens (n=500), que la perception de la mobilité passée et les perspectives de mobilité ascendante ont un effet positif sur le *SWB*. Toutefois, il y a une fraction de « *frustrated achievers* » qui, en dépit d'une mobilité ascendante, reporte une perception négative de leur mobilité ainsi qu'une faible satisfaction concernant leur condition de vie (Graham et Pettinato, 2001).

La couverture nationale de l'enquête péruvienne permet de mettre en évidence le fait que les ménages urbains ont une vision plus pessimiste que les ménages ruraux quant à l'évolution des niveaux de vie, tant au sein de leur propre ménage qu'au niveau de la ville. Plus encore, on observe chez les urbains un plus grand écart entre leur perception sur l'évolution du niveau de vie de leur ménage et celui de leur ville. Ce fait n'est pas surprenant étant donné la prévalence de chocs covariants en milieu rural et la plus forte inégalité dans les villes. La perception d'une amélioration du niveau de vie des autres ménages de la ville alors que celui de son propre ménage stagne ou diminue peut se traduire par une

<sup>10</sup> Voir Selnik (2003) et Fafchamps et Shilpi (2003) pour une discussion approfondie sur ce point.

appréciation négative de sa situation individuelle (effet de démonstration à la Dusemberry) ou bien, au contraire, par un sentiment positif dû à la perspective d'une mobilité future (effet « tunnel » à la Hirschman) dont ce constat peut être le signal.

Finalement, il convient de noter qu'aussi bien à Madagascar qu'au Pérou, quelle que soit l'évolution effective des revenus (hausse, stagnation ou diminution), environ la moitié des enquêtés affirment que leur niveau de vie a stagné. Il en est de même concernant l'appréciation sur la ville : au Pérou comme à Madagascar, elle n'est pas très optimiste sachant qu'environ 60 % estiment que le niveau de vie s'est maintenu. Pour expliquer le décalage entre l'évolution des revenus observés et les perceptions, on peut reprendre ici l'hypothèse selon laquelle d'autres dimensions du bien-être non prises en compte par une vision purement économique et monétaire interviennent dans les perceptions.

**Tableau 4 : Appréciation subjective de ménages de l'évolution des niveaux de vie**

Madagascar

Au cours de l'année le niveau de vie a :	Evolution pour son propre ménage				Evolution pour la ville de résidence		
	1999*	2000	2001	2002	2000	2001	2002
<b>Augmenté</b>	19,7	15,9	25,2	14,0	9,6	17,8	9,0
<b>Stagné</b>	46,5	56,3	51,7	48,0	64,8	65,2	53,8
<b>Baissé</b>	33,8	27,8	23,1	38,0	25,6	17,0	37,2
<i>Solde d'opinion</i>	-14,1	-11,9	+2,1	-24,0	-16,0	+0,8	-18,2

Source : Enquêtes 1-2-3, phase 1 (Emploi), 1999-2002, MADIO/INSTAT, Madagascar, nos propres calculs.

Note : Les réponses pour 2000 et 2001 sont celles du panel d'individus. \* La question posée en 1999 est légèrement différente puisque l'on a demandé au ménage d'évaluer l'évolution de leur revenu et non de leur niveau de vie.

Pérou

Au cours de l'année le niveau de vie a :	Evolution pour son ménage				Appréciation évolution pour la ville			
	Urbain		Lima		Urbain		Lima	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002
<b>Hausse</b>	8,3	10,6	7,7	10,6	5,6	8,8	6,4	9,7
<b>Stagnation</b>	60,0	49,8	61,1	49,8	67,0	56,8	67,6	55,7
<b>Baisse</b>	31,7	39,6	31,2	39,6	27,4	34,4	26,0	34,6
<i>Solde d'opinion</i>	-23,4	-29,0	-23,5	-29,0	-21,8	-25,6	-19,6	-24,9

Sources : Enquêtes ENAHO 2001-2002, INEI, Pérou, nos propres calculs.

#### 4.2. Multidimensionnalité de la pauvreté

Il est clair que la perception du bien-être en général fait intervenir différents aspects, qui ne se réduisent pas à la seule dimension monétaire des revenus. En outre, suivant l'approche de Sen, on peut considérer qu'au-delà de la capacité à acquérir un panier de consommation mesurée par la ligne de pauvreté monétaire, c'est la satisfaction (perçue ou réelle) des besoins du ménage dans différents domaines qui est le plus étroitement liée au bien-être des individus. Cette capacité peut être appréciée globalement mais aussi déclinée suivant les différents domaines qui les composent. Ainsi, une bonne alimentation, un logement confortable, pouvoir s'habiller selon les normes sociales en vigueur, jouir d'une bonne santé et avoir accès à une éducation de qualité, font, de toute évidence, aussi partie des domaines qui comptent dans l'appréciation des niveaux de vie. Van Praag et Ferrer-i-Carbonnell (2004) ont montré à partir de données sur l'Allemagne et le Royaume Uni, d'une part que l'appréciation subjective du bien-être constitue un agrégat de la satisfaction financière, satisfaction en termes d'emploi, de santé, de logement, de loisirs et de l'environnement, et d'autre part que les niveaux de satisfaction sont comparables entre les individus sachant que les satisfactions s'expliquent en grande partie par des variables objectives. Selon cette perspective, l'approche de la pauvreté subjective n'est pas une dimension complémentaire à la pauvreté objective (globale et dans chacun de ses domaines) mais plutôt une approche qui l'englobe comme un cas particulier. On pourrait aussi intégrer d'autres dimensions non économiques (violence, libertés politiques, pollution, gouvernance) à la perception subjective sur le niveau de vie. Les indicateurs composites de développement humain développés par le PNUD vont dans cette direction. Cependant, ces indicateurs multidimensionnels sont confrontés à la difficulté d'assigner des pondérations autres que des poids arbitraires. L'approche économétrique des déterminants de satisfaction subjective des niveaux de vie apporte une piste

prometteuse afin de répondre à ce problème (Kingdon et Knight 2003 ; Van Praag, Frijters et Ferrer-i-Carbonnell, 2002).

Dans le tableau 5, on croise la perception du niveau de vie avec différents indicateurs de pauvreté, tant objectifs que subjectifs. En premier lieu et conformément à ce qu'on aurait pu attendre, il existe un lien fort entre la perception générale du niveau de vie et toutes les autres mesures de la pauvreté. Ainsi à Madagascar, 29 % de ceux qui déclarent que leur situation est « *très difficile* » sont objectivement pauvres (au seuil de 1 dollar PPA), contre seulement 6 % chez ceux qui affirment que « *ça va bien ou à peu près* ». Le gradient est encore plus marqué lorsqu'on associe les différents indicateurs subjectifs. Par exemple, à peine 3 % de ceux qui jugent que « *ça va bien ou à peu près* » sont convaincus que leur niveau de vie est faible ou très faible, mais ils sont 71 % parmi pour qui la situation est « *très difficile* ».

De manière similaire, au Pérou, l'incidence de la pauvreté monétaire, du déficit calorique ou des besoins essentiels non satisfaits (*Necesidades básicas insatisfechas - NBI*) est beaucoup plus importante dans le cas des ménages qui considèrent leur « situation très difficile » que pour les ménages qui en ont une perception plus favorable. Dans le même temps, la proportion des ménages qui se voient obligés de puiser dans leur épargne ou de s'endetter est cinq fois supérieure pour ceux vivant « *une situation très difficile* » que pour ceux pour qui « *ça va bien ou à peu près* ». Cependant, ces résultats montrent que s'il existe une corrélation significative entre les différentes dimensions de la pauvreté, celles-ci sont loin de se recouper parfaitement, ce qui vient conforter les conclusions de travaux antérieurs sur cette question (Razafindakoto et Roubaud, 2000, 2004 et 2005b ; Herrera, 2001).

**Tableau 5 : Recouplement entre les différentes approches de la pauvreté**

Madagascar

%	Indicateur objectif	Indicateurs subjectifs		
	Incidence pauvreté monétaire (seuil 1\$ PPA)	Situation monétaire difficile*	Se considère pauvre ou moyennement pauvre**	Niveau de vie faible ou très faible ***
1. Ça va bien ou à peu près	6,0	13,5	2,3	3,2
2. Il faut faire attention	8,3	28,0	13,0	14,7
3. Situation très difficile	28,7	71,9	53,2	71,1
Total	17,1	43,4	28,0	37,7

Source : Enquêtes 1-2-3, phase 1 (Emploi), 2001, MADIO/INSTAT, Madagascar, nos propres calculs.

\* : Réponses « *Vous êtes obligés de tirer sur vos réserves* » et « *Vous êtes obligés de vous endetter* », à la question « *Quelle est la situation financière de votre ménage ?* ». \*\* : Réponses « *20 % les plus pauvres* » et « *20 % moyennement pauvres* » à la question « *Compte tenu de votre niveau de vie et celui des ménages de la ville, vous estimez faire partie des :* ». \*\*\* : Réponses « *Très faible* » et « *Faible* », à la question « *Comment estimez-vous le niveau de vie de votre ménage ?* ». Les chiffres de cette colonne proviennent de l'enquête 1-2-3, phase 3, réalisée en 1998.

Pérou

	Indicateurs objectifs				Indicateur subjectif
	Incidence pauvreté extrême	Incidence pauvreté totale	Incidence déficit calorique	Au moins un besoin essentiel non satisfait (NBI)	Situation économique difficile *
1. Ça va bien ou à peu près	4.8	17.6	16.0	14.0	10.1
2. Il faut faire attention	8.9	41.9	28.7	24.4	22.7
3. Situation très difficile	18.7	62.2	42.9	37.4	50.6
Total	9.8	42.2	29.4	25.1	25.2

Source : Enquête ENAHO 2002, INEI, Pérou, nos propres calculs.

\* : voir Madagascar.

Au-delà des mesures globales de la pauvreté, on peut chercher à apprécier les liens entre la perception du bien-être des ménages et leur appréciation de la satisfaction des besoins essentiels. Aussi bien à Madagascar qu'au Pérou, moins on se sent satisfait sur l'un ou l'autre des besoins de base et plus la perception du bien-être dans son ensemble sera mauvaise (Tableau 6). Cependant et à nouveau, la

corrélation est partielle : une proportion non négligeable de ménages considère que « *ça va bien ou à peu près* », en dépit du fait qu'ils ne sont pas satisfaits dans certains domaines. A contrario, on peut juger sa situation « très difficile », bien que l'on soit satisfait dans les cinq domaines identifiés dans l'enquête (alimentation, habillement, logement, santé et éducation) ; ce qui prouve que l'appréciation du bien-être est bien multidimensionnelle et qu'elle dépasse la seule réalisation des besoins matériels.

En termes absolus, la part de la population dont les besoins ne sont pas satisfaits est beaucoup plus forte à Madagascar qu'au Pérou. Les écarts réels de niveau de vie entre les deux pays (à l'avantage du second) sont tels qu'ils « écrasent » largement le phénomène d'attrition des préférences, conduisant les Malgaches à se satisfaire d'un panier de biens et services et de prestations plus limités.

**Tableau 6 : Perceptions du bien-être et de la satisfaction des besoins essentiels**

#### Madagascar

	Non satisfait pour les domaines suivants :					Non satisfait pour :	
	Alimentat <sup>o</sup>	Habillemt	Logement	Santé	Educat <sup>o*</sup>	4 ou 5 pts	0 ou 1
1. Ca va bien ou à peu près	13,0	24,2	23,2	20,3	21,8	7,0	73,5
2. Il faut faire attention	33,0	52,5	45,0	41,2	32,1	13,3	41,2
3. Situation très difficile	75,0	83,5	67,5	60,6	59,4	48,0	11,7
Total	46,0	57,5	48,2	43,2	41,7	27,3	38,3

Sources : Enquête I-2-3, phase 1 (Emploi), 2001, MADIO/INSTAT, Madagascar, nos propres calculs.

\* Ne concerne que les ménages qui ont des enfants en âge d'être scolarisés (6 à 14 ans).

#### Pérou

	Non satisfait pour les domaines suivants					Non satisfaits pour	
	Alimentat <sup>o</sup>	Habillemt	Logement	Santé	Educat <sup>o*</sup>	4 ou 5 pts	0 ou 1
1. Ca va bien ou à peu près	2,4	10,3	8,9	6,1	8,2	0,4	94,8
2. Il faut faire attention	7,4	25,6	10,9	15,4	9,6	2,0	82,5
3. Situation très difficile	26,0	50,5	26,7	35,5	14,1	8,0	53,1
Total	9,5	27,5	12,9	17,3	10,1	2,6	79,7

Sources : Enquête ENAHO, 2002, INEI, Pérou, nos propres calculs.

\* Ne concerne que les ménages qui ont des enfants en âge d'être scolarisés (4 à 16 ans).

## 5. ANALYSES MULTIVARIEES : LES DETERMINANTS DU BIEN-ETRE SUBJECTIF

Dans cette section, nous chercherons à estimer les facteurs qui comptent le plus dans la détermination du niveau de bien-être subjectif. Pour ce faire, nous avons retenu dans la batterie de questions posées dans l'enquête, celle qui possède le caractère le plus général possible, et sur laquelle nous avons fondé nos analyses précédentes. Sa formulation précise, à Madagascar comme au Pérou est la suivante :

**Etant donné le revenu de votre ménage, vous estimez que :**

1. vous vivez bien ;
2. ça va à peu près ;
3. ça va mais il faut faire attention ;
4. Vous vivez difficilement »

Pour les besoins de l'analyse et compte tenu de la faiblesse des effectifs pour la première modalité de réponses, les deux premières modalités ont été agrégées.

### 5.1. Les hypothèses testées

En premier lieu, on explorera dans quelle mesure l'approche monétaire (revenu par tête) est corrélée avec l'appréciation subjective du bien-être. En procédant par étape, nous chercherons ensuite à estimer l'effet des caractéristiques socio-économiques et démographiques du ménage sur la perception du bien-être. Quel rôle l'âge, le sexe ou le statut dans le ménage jouent-ils ? Le niveau d'éducation a-t-il un impact sur la perception du bien-être, une fois pris en compte les revenus et la composition du ménage ? La perception subjective du bien-être dépend de l'écart entre les aspirations considérées comme réalisables et la satisfaction effective ou considérée comme telle dans différents domaines



jugés comme consubstantiel du niveau de vie. La capacité à aspirer (« *capacity to aspire* ») semble, à son tour, étroitement associée non seulement au niveau des revenus mais aussi au périmètre de l'univers culturel des individus et aux interactions sociales dans lesquelles ils sont engagés, et dont l'éducation semble être un facteur déterminant<sup>11</sup>. Outre le niveau d'éducation de l'individu et des autres membres du ménage, on considérera ici aussi la satisfaction ou non des besoins en matière de santé, le statut migratoire, l'origine ethnique, la possession d'actifs liés au patrimoine et la qualité de l'habitat.

La perception du bien-être est vraisemblablement étroitement liée aux interactions sociales et en particulier au positionnement du ménage par rapport au groupe de référence et aux caractéristiques de celui-ci. Il est difficile *a priori* de déterminer quelle est la nature de ce groupe. Il ne faut pas écarter non plus l'hypothèse d'existence de multiples groupes de référence. Ainsi, on peut comparer son niveau de vie à celui du groupe d'âge ayant le même niveau de qualification, aux voisins du quartier ou de la ville, etc. Ici nous testerons particulièrement l'hypothèse selon laquelle le groupe de référence est constitué par le voisinage résidentiel (on considèrera ainsi le niveau moyen des revenus et des inégalités du quartier). Ces effets sont à distinguer des effets spécifiques que les différents quartiers peuvent impliquer en termes négatifs ou positifs (pollution, délinquance, proximité des services publics/privés, etc.), lesquels seront pris en compte à travers des variables indicatrices de quartiers. Retrouve-t-on les mêmes résultats que ceux obtenus par Fafchamps et Shilpi (2003) pour le Népal ou Lokshin, Paternostro et Umapathi (2004) pour Madagascar, pour ne citer que les travaux portant sur les pays en développement ? En plus du groupe de référence, concernant l'évaluation subjective du bien-être, les individus considèrent probablement aussi une période de référence par rapport à laquelle ils jugent leur situation présente. Profitant de la dimension panel, on considèrera dans nos régressions le niveau passé des revenus<sup>12</sup>. Du point de vue psychologique, suivant la théorie de l'écart souligné par Michalos (1985), en plus de la situation des « autres » individus d'une part, et sa propre situation passée, d'autre part, les aspirations d'un individu peuvent constituer une troisième norme de comparaison pour donner un jugement de satisfaction. On cherchera ainsi à explorer l'effet sur le bien-être du revenu du ménage relativement au revenu minimum estimé nécessaire pour vivre (*MIQ*).

Certains travaux portant sur l'incidence du chômage sur l'appréciation subjective du bien-être dans des pays développés ont mis en évidence l'impact négatif qui va au-delà des effets liés à la perte de revenu (Winkelmann et Winkelmann, 1998 ; Clark et Oswald, 1994). La qualité de l'emploi, le secteur institutionnel d'insertion sur le marché du travail et la protection sociale à laquelle certains emplois donnent droits peuvent être tous liés à la perception du bien-être. La vulnérabilité, le risque de chômage, la dureté des conditions de travail, l'instabilité des revenus, la pesanteur de la hiérarchie, ont aussi vraisemblablement une incidence propre sur le bien-être. Le travail est enfin un facteur d'inclusion sociale, et à ce titre, compte également par lui-même parmi les composantes du bien-être.

Dans le cas de la Russie, Beuran and Kalugina (2005) ont mis en évidence que le fait de travailler dans le secteur informel a un impact négatif sur la perception subjective du bien-être. Les auteurs cités signalent que l'insécurité de l'emploi et l'exclusion du système de prestations sociales conduisent les travailleurs informels à afficher un moindre bien-être subjectif que leurs homologues du secteur formel. Pour cette raison d'ailleurs, ces activités peuvent être considérées comme faisant partie des stratégies de survie afin de soulager les chocs négatifs de la période de transition. Dans le cas des pays en développement, l'impact de l'emploi dans le secteur informel semble *a priori* plus ambigu. D'un coté, l'insertion au sein du secteur informel apparaît comme un choix contraint par la rareté des emplois formels plus protégés et mieux payés. Il s'agit donc d'un secteur refuge pour une main-d'œuvre peu qualifiée et disposant de peu d'actifs pour créer une entreprise formelle. De l'autre coté, l'emploi dans le secteur informel peut apparaître comme un choix non contraint en raison de la flexibilité des horaires qui y prévaut, de l'absence des pesanteurs hiérarchiques, de la volonté d'être son propre patron ou encore d'une certaine préférence pour un environnement familial de l'emploi. On tirera profit de l'identification fine du secteur informel et des revenus qu'il génère dans les enquêtes malgaches et péruviennes pour tester ces hypothèses<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> A cet égard consulter Appadurai (2004) ; Ray (2004) ; Stutzer (2003) et Nathan (2005).

<sup>12</sup> Burchardt (2003) analyse l'adaptation des préférences face aux variations des revenus dans un panel de ménages.

<sup>13</sup> Le module consacré au secteur informel a pour objectif de reconstituer les comptes de l'unité de production informelle en estimant de manière détaillée les consommations intermédiaires (matières premières, intrants, salaires) ainsi que le chiffre d'affaires réalisé et ceci par produits ou services offerts (voir Razafindrakoto et Roubaud, 2002b, pour une présentation détaillée de la méthodologie des *enquêtes 1-2-3*).

Les trajectoires et les origines sociales (mesurées à travers l'éducation du père) seront prises en compte. Leur impact sur le bien-être peut jouer notamment à travers la formation des aspirations, la plus ou moins grande aversion à la reproduction intergénérationnelle, dans une perspective d'égalité des chances. Un certain nombre de chocs idiosyncrasiques (le ménage est victime de violence, de la corruption, etc.), seront également pris en considération. En effet, ces derniers, en plus des pertes économiques qu'ils provoquent, peuvent se traduire par une diminution additionnelle du bien-être ; ce qu'il conviendra de tester. La vulnérabilité aux chocs peut être atténuée si l'individu peut compter sur un soutien de l'entourage familial et associatif. Inversement, le manque de capital social, et plus largement, l'exclusion sociale peuvent avoir un impact négatif sur la perception du bien-être. La non participation au débat social et politique, l'absence de « voix » et de participation citoyenne, la qualité des institutions ont probablement un impact sur le bien-être subjectif (Frey et Stutzer, 2002a).

## 5.2. Les résultats

L'un des faits stylisés les plus incontestés dans la littérature empirique sur les déterminants du bien-être subjectif est l'existence d'une corrélation positive avec les revenus. Dans tous les travaux où cette question a été explorée, un lien positif et significatif a été systématiquement mis en évidence (Easterlin, 2001). En outre, le revenu constitue la variable dépendante qui a toujours le plus fort pouvoir explicatif dans les analyses économétriques (Selnik, 2003). Cependant, de façon unanime, les analyses montrent également que le revenu n'explique pas tout. Une part importante de la variance reste inexpliquée en raison de l'existence d'autres dimensions du bien-être indépendantes du revenu. Concernant les PED, il est néanmoins généralement postulé que la corrélation entre bien-être subjectif et revenus est plus forte que dans les pays développés (Ferrer-i-Carbonell, 2002).

Le tableau 7 croise les niveaux de bien-être subjectif (*SWB*) avec les revenus. Afin de rendre la comparaison pertinente, les ménages ont été classés en trois tranches de revenus par tête, définies de façon à respecter la distribution observée pour le *SWB*. Le coefficient *V* de Cramer, qui mesure le degré d'association entre la dimension subjective et la dimension monétaire objective du bien-être, indique qu'il existe une correspondance significative entre ces deux dimensions, et ce dans les deux pays. L'association est cependant plus élevée à Madagascar qu'au Pérou, puisque le *V* de Cramer est respectivement de 0,27 et 0,19). Dans les deux cas, les coefficients *V* de Cramer sont plus élevés que celui obtenu par Ravallion et Lokshin (2002a) pour la Russie (0,14). Ces résultats sont donc compatibles avec l'hypothèse que la dimension monétaire des revenus est plus importante dans les pays les plus pauvres.

Un deuxième contraste apparaît lorsqu'on examine la diagonale du tableau croisé. En effet, à Madagascar les deux dimensions coïncident davantage pour les positions extrêmes de la distribution, alors qu'au Pérou la correspondance est meilleure pour la position intermédiaire. Parmi les éléments d'explication possible de cette propension des ménages urbains péruviens à s'auto-percevoir dans la catégorie intermédiaire, on peut invoquer deux arguments. Pour les plus démunis, elle peut marquer un refus d'acter l'échec de leur parcours de mobilité sociale et à éviter par la même occasion les stigmates associés à la condition de pauvre en milieu urbain. A l'autre extrémité du spectre, la dramatique libéralisation du marché du travail qui a fragilisé les salariés du secteur formel, y compris les cadres (moyens et supérieurs) qui font justement partie des tranches élevées de revenus, a renforcé le sentiment d'insécurité professionnelle, inquiétude qui se traduit dans la perception du bien-être.

On notera enfin que l'association entre bien-être subjectif et revenus est loin d'être parfaite, sachant qu'une forte corrélation se traduirait par un *V* de Cramer égal ou proche de 1 (matrice diagonale). On retrouve la confirmation que les aspects monétaires et financiers (nonobstant la question des erreurs de mesure sur les revenus) ne constituent qu'une des dimensions du bien-être.

**Tableau 7: Bien-être subjectif et revenus des ménages**

SWB :	Madagascar				Pérou			
	Tranches de revenu par tête				Tranches de revenu par tête			
	Élevé (37 %)	Moyen (20 %)	Faible (43 %)	Total (100 %)	Élevé (10 %)	Moyen (77 %)	Faible (13 %)	Total (100 %)
1. Ca va bien ou à peu près	<b>54 %</b>	34 %	21 %	36 %	<b>30 %</b>	8 %	3 %	10 %
2. Il faut faire attention	25 %	<b>22 %</b>	17 %	21 %	66 %	<b>78 %</b>	70 %	76 %
3. Situation très difficile	22 %	44 %	<b>62 %</b>	43 %	4 %	14 %	<b>26 %</b>	14 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
V de Cramer	0,2670				0,1905			
Pearson chi2(4)	310 (significatif Pr = 0.000)				4,1e+05 (significatif Pr = 0.000)			

Sources : *Enquête 1-2-3*, phase 1 (Emploi), 2001, MADIO/INSTAT, Madagascar ; *Enquête ENAHO*, 2002, INEI, Pérou ; nos propres calculs.

On retrouve également un autre fait stylisé : l'accroissement des aspirations avec les revenus (« *preference drift* » ; Tableau 8). Ce phénomène est plus marqué au Pérou qu'à Madagascar comme le montrent les coefficients de corrélation entre le revenu monétaire total du ménage et l'estimation du montant du Revenu Minimum Nécessaire (*MIQ*). Dans la capitale malgache, ce coefficient est de 0,46 en 2000 et de 0,42 en 2001 (période de légère baisse des revenus), tandis que dans les zones urbaines du Pérou, il est 0,51 en 2001 comme en 2002. A Lima, ce coefficient atteint même 0,56 et 0,54 respectivement pour les deux années. Les différences que l'on observe entre les deux pays ont aussi lieu entre ménages pauvres et non pauvres dans chaque pays. Le coefficient de corrélation entre revenus et *MIQ* pour la moitié plus pauvre de la population urbaine est au Pérou la moitié de celui correspondant aux ménages appartenant aux 50 % les plus riches (0,29 et 0,54 en 2002). Le contraste entre ménages pauvres et riches est encore plus saisissant dans la capitale malgache. Pour les ménages de la moitié inférieure de la distribution, la corrélation entre leurs revenus et le revenu minimum considéré comme nécessaire pour vivre est très faible. Ceci laisse supposer qu'ils aspirent à un panier basique de consommation, sans doute plus proche d'un seuil physiologique nécessaire à la stricte reproduction d'un ménage en ville. En revanche, la corrélation pour la moitié la plus riche est positive et significative, proche de celle des ménages riches péruviens. En 2001, cette corrélation diminue à 0,35 dans un contexte de stagnation des revenus. En somme, les besoins, exprimés à travers les montants qui sont considérés comme nécessaires pour vivre, ont un caractère plus relatif au Pérou qu'à Madagascar. D'ailleurs, ce résultat explique sans doute pourquoi les ménages péruviens à revenu élevé se montrent relativement moins satisfaits en matière de bien-être, leurs aspirations ayant crû plus vite que leurs revenus réels.

**Tableau 8: Perception du minimum nécessaire pour vivre et revenus observés des ménages**

	Madagascar (capitale)				Pérou (urbain)			
	2000		2001		2001		2002	
	R<Med	R>Med	R<Med	R>Med	R<Med	R>Med	R<Med	R>Med
Revenu minimum ( <i>MIQ</i> )	735,55	1 140,66	719,47	1 382,20	926, 11	1 751,65	1 145,07	1 768,04
Coef. Cor (R, <i>MIQ</i> )	0,22***	0,56***	0,33***	0,35***	0,23***	0,45***	0,24***	0,49***

Sources : *Enquêtes 1-2-3*, phase 1 (Emploi), 2000-2001, MADIO/INSTAT, Madagascar ; *Enquêtes ENAHO*, 2001-2002, INEI, Pérou ; nos propres calculs.

Note : R<Med : revenu par tête des ménages inférieur à la médiane. \*\*\* : significatif à 1 %. Nombre d'observations : 2 178 ménages à Madagascar et 2 927 au Pérou (764 à Lima).

Afin d'apprécier dans quelle mesure le revenu monétaire explique l'appréciation du niveau de vie, nous estimerons un modèle de type probit ordonné ayant, dans un premier temps, pour seule variable explicative les revenus totaux du ménage. Ensuite, nous introduirons dans le modèle différents facteurs portant sur : la structure démographique du ménage, la qualité de l'emploi, les caractéristiques socio-économiques et démographiques individuelles (âge, sexe) ; les actifs du ménage (capital physique et social, niveau d'éducation) ; la santé et la vulnérabilité ; le revenu absolu et relatif (revenu passé, revenu du groupe de référence, trajectoire sociale).

Le modèle de base peut être formalisé de la façon suivante. Soit  $w$ , la variable latente continue telle que :

Si  $w < c_1$  alors  $SWB=1$  (situation très difficile)  
 Si  $c_1 < w < c_2$  alors  $SWB=2$  (ça va mais il faut faire attention)  
 Si  $w > c_2$  alors  $SWB=3$  (ça va bien ou à peu près)

$$w = b \ln(y) + c \ln(z) + e \quad (1)$$

où  $z$  est la taille du ménage,  $y$  le revenu total du ménage et  $e$  une perturbation i.i.d.

Conformément à nos attentes, le coefficient estimé  $b$  est positif et significatif tant dans le cas de Madagascar que du Pérou (Tableau 9). L'effet de la taille du ménage est négatif et significatif. Un accroissement des revenus per capita du ménage implique une hausse du  $SWB$ . On corrobore le rôle important et positif du revenu dans la détermination du bien-être subjectif. Toutefois, on constate aussi que le seul pouvoir explicatif des revenus per capita ne suffit pas pour rendre compte fidèlement de la situation observée. D'autres dimensions de l'appréciation du bien-être doivent être prises en compte (en plus du revenu).

**Tableau 9: Estimation d'un modèle probit ordonné du bien-être subjectif en fonction des revenus**

	Madagascar	Pérou urbain	Pérou Capitale
Log du revenu total du ménage	0,593 (17,76)***	0,413 (13,46)***	0,671 (8,77)***
log de la taille du ménage	-0,679 (12,86)***	-0,323 (7,29)***	-0,496 (4,46)***
Observations	2 164	2 882	743
Cut 1	2,564813	1,404344	3,127262
Cut 2	3,173415	3,807795	5,732144
McFadden's $R^2$	0,090	0,045	0,100
McKelvey and Zavoina's $R^2$	0,231	0,094	0,196
Log vraisemblance	-2 085,8299	-2 037,0617	-482,004

Sources: Enquêtes 1-2-3, phase 1 sur l'emploi, 2001, MADIO/INSTAT; Enquêtes ENAHO, panel de ménages 2001-2002, INEI, nos propres calculs.

Note: ménages dans le panel. Valeur statistique  $z$  (robustes) entre parenthèses. \* significatif au seuil de 10 %; \*\* significatif au seuil de 5 %; \*\*\* significatif au seuil de 1 %.

Nous avons étendu étape par étape le modèle précédent, en introduisant un jeu de variables susceptibles de jouer sur la détermination du bien-être subjectif. Ravallion et Lokshin (2002) proposent une classification des déterminants du  $SWB$  suivant trois groupes de variables : (i) les variables objectives (dépenses, actifs, trajectoires individuelles des revenus, éducation, santé, emploi, etc.) ; (ii) les revenus relatifs par rapport à un individu ou un groupe de référence (principal percepteur de revenus du ménage, revenus moyens de la localité de résidence) ; (iii) les attitudes (qui incluent les anticipations sur le futur, l'insécurité perçue face au risque de chômage et la perception de l'intérêt que le gouvernement porte sur des « *gens comme nous* »). Tout en nous inspirant de cette typologie, notre classement sera légèrement différent, pour tenir compte notamment des données disponibles et communes aux deux pays sous revue. Nous ne présentons ici que le modèle comprenant l'ensemble des variables prises en considération. Ce dernier modèle s'écrit :

$$w = b \ln(y) + g_1x_1 + g_2x_2 + g_3x_3 + g_4x_4 + g_5x_5 + g_6x_6 + e \quad (2)$$

avec  $x_1$ , les caractéristiques démographiques du ménage.  
 $x_2$ , les caractéristiques économiques du ménage (patrimoine, éducation, santé, emploi, etc.).  
 $x_3$ , les caractéristiques d'insertion sociale (participation sociale et politique).  
 $x_4$ , les chocs subis par le ménage ou degré de vulnérabilité  
 $x_5$ , les caractéristiques des points ou groupe de référence (trajectoire : revenu passé et mobilité intergénérationnelle ; revenu dans le groupe de référence : revenu du quartier et niveau d'inégalités ; MIQ)  
 $x_6$ , les caractéristiques du répondant (âge, sexe, statut dans le ménage, activité)

Les résultats de ce modèle sont consignés dans le tableau 10.

**Tableau 10 : Modèle complet de bien-être subjectif**

<i>Compte tenu de votre revenu, vous estimez que :</i>	Madagascar (capitale)		Pérou (urbain)	
	Coefficient	T de Student	Coefficient	T de Student
1. Situation très difficile				
2. Ça va mais il faut faire attention				
3. Ça va bien ou à peu près				
<b>Log (revenu total du ménage)</b>	0,366	(6,06)***	0,289	(4,03)**
<b>Structure démographique du ménage :</b>				
Log (taille du ménage)	-0,455	(4,30)***	-0,400	(4,26)**
Proportion de moins de 5 ans	0,051	(0,27)	0,342	(1,43)
Proportion de 6 à 10 ans	-0,469	(2,13)**	-0,142	(0,61)
<b>Caractéristiques socio-économiques du chef :</b>				
Chef du ménage salarié	-0,224	(2,56)**	-0,352	(2,57)*
Chef du ménage sous-emploi	-0,224	(2,67)***	-0,136	(1,77)*
Chef du ménage travaille dans secteur public	-0,150	(1,65)*	-0,258	(2,52)*
Chef du ménage Informel	-0,272	(3,17)***	-0,099	(1,24)
Chef du ménage de l'ethnie majoritaire	0,198	(2,31)**	-0,068	(1,02)
<b>Caractéristiques économiques du ménage :</b>				
Log (score condition logement)	0,240	(3,28)***	-0,299	(2,46)*
Log (score patrimoine)	0,282	(4,28)***	0,290	(3,76)**
Nombre d'actifs hors chef	-0,059	(1,21)	0,017	(0,40)
Nombre d'informels hors chef	-0,022	(0,43)	0,015	(0,43)
Existe un chômeur dans le ménage	-0,470	(4,07)***	-0,040	(0,37)
Un membre affilié à la sécurité sociale	-0,114	(1,43)	0,017	(0,24)
Log (nb années d'étude/nb d'études potentielles)	0,139	(1,86)*	0,365	(1,33)
Ménage satisfait par rapport aux besoins de santé	0,663	(11,27)***	0,508	(5,86)**
<b>Participation sociale et politique :</b>				
Ménage fait partie d'une association (quartier)	-0,049	(0,65)	0,007	(0,21)
Ménage fait-il partie d'une association (religieuse)	0,214	(3,23)***	-0,147	(1,34)
Ménage fait partie d'une association (profession.)	-0,024	(0,25)	-0,013	(0,05)
Ménage fait partie d'une association (politique)	-0,129	(0,95)	-0,013	(0,17)
Participation aux élections	-0,010	(0,17)	0,184	(1,84)*
<b>Chocs / vulnérabilité :</b>				
Ménage victime d'agression/violence	-0,176	(1,59)	0,043	(0,26)
Ménage victime de corruption	-0,102	(1,12)	-0,075	(0,57)
<b>Trajectoire :</b>				
Log (revenus du ménage de l'année dernière)	0,210	(3,86)***	0,127	(2,39)*
Père du chef a été scolarisé	0,338	(2,04)**	0,195	(2,36)*
Père du chef a atteint le lycée	-0,003	(0,03)	0,044	(0,51)
<b>Revenu relatif ou comparaisons sociales :</b>				
Log (revenu moyen du quartier) <sup>(a)</sup>	-0,789	(2,99)***	-0,232	(2,80)**
Inégalité de revenu du quartier (Gini)	-1,113	(1,76)*	0,700	(1,91)*
Log (MIQ) ou Log (Revenu Minimum Nécessaire)	-0,198	(3,87)***	-0,154	(2,67)**
<b>Caractéristiques du répondant :</b>				
Log (âge de l'interlocuteur)	-0,306	(2,37)**	-0,057	(0,49)
Interlocuteur femme	-0,018	(0,14)	-0,032	(0,35)
Interlocuteur conjoint du chef	-0,025	(0,17)	0,051	(0,46)
Interlocuteur ni chef ni conjoint	-0,523	(2,73)***	-	-
Interlocuteur célibataire	0,480	(2,42)**	-0,113	(0,97)
Interlocuteur divorcé ou séparé	-0,048	(0,34)	-0,285	(2,35)*
Interlocuteur actif occupé	0,016	(0,18)	0,011	(0,12)
Observations	1 965		1 815	
Cut1	-4,083872		-,6409468	
Cut2	-3,367335		1,980934	
McFadden's R <sup>2</sup>	0,186		0,097	
McKelvey and Zavoina's R <sup>2</sup>	0,424		0,191	
Log vraisemblance	-1.691,5209		-1.169,0148	

Sources : Enquêtes 1-2-3, phase 1 (Emploi), 2000-2001, MADIO/INSTAT, Madagascar ; Enquêtes ENAHO, 2001-2002, INEI, Pérou ; nos propres calculs.

Note: valeur statistique z (robustes) entre parenthèses.\* significatif au seuil de 10 % ; \*\* significatif au seuil de 5 % ; \*\*\* significatif au seuil de 1 %.(a) pour Madagascar, on a considéré ici le revenu moyen du « fivondronana » ou arrondissement.

Les résultats du modèle élargi confirment l'effet positif et très significatif des revenus sur le bien-être subjectif. Il convient de souligner ici que l'effet du revenu passe aussi par différentes variables telles le patrimoine ou les conditions de logement (qui permettent en fait de saisir le revenu permanent), ainsi que le revenu de l'année passée<sup>14</sup>. Plus globalement, la prise en compte de différents facteurs non monétaires accroît très sensiblement le pouvoir explicatif du modèle. Dans les deux pays, la part de variance expliquée double du modèle 1 au modèle 2.

Nos estimations ne permettent pas de mettre en évidence des effets liés aux échelles d'équivalence. Une fois prise en compte la taille du ménage, la structure démographique du ménage n'a pas d'effet sur le *SWB*, à l'exception du nombre d'enfants de 6 et 10 ans à Madagascar, dont l'impact négatif pourrait être lié au début de la scolarité. De même, les caractéristiques individuelles du répondant – qui influent sur son profil psychologique – jouent in fine un rôle secondaire sur l'appréciation globale du bien-être de l'ensemble du ménage. Au Pérou, seul le fait que l'interlocuteur soit divorcé ou séparé pèse négativement sur le *SWB*. A Madagascar, plus le répondant est âgé est plus le *SWB* est faible, corroborant les études dans ce domaine qui montrent que, toutes choses égales d'ailleurs, les plus jeunes se montrent plus optimistes dans la vie que leurs aînés. Ceux qui sont ni chef de ménage, ni conjoint du chef sont également plus pessimistes, ce qui pourrait refléter une certaine insatisfaction face aux inégalités intra-ménages dans l'assignation des ressources et du pouvoir domestique au sein de la famille. Plus surprenant, les interlocuteurs célibataires affichent un niveau de bien-être plus fort que ceux qui vivent en union. Dans l'ensemble, il est cependant difficile de savoir si ces effets individuels traduisent des caractéristiques psychologiques propres aux répondants ou si ces variables reflètent des propriétés spécifiques propres aux ménages auxquels ils appartiennent. Quoi qu'il en soit, et du point de vue méthodologique, l'introduction de ces variables dans le modèle permet de purger les biais potentiels liés à la sélection non aléatoire des répondants<sup>15</sup>.

Le type d'insertion économique, notamment sur le marché du travail, joue sur le bien-être subjectif. En termes de qualité de l'emploi, à revenu égal, il apparaît que les ménages dont le chef est en situation de sous-emploi se sentent plus souvent défavorisés. De même, quel que soit le revenu et la situation du ménage, la présence de chômeurs dans le ménage réduit le bien-être de l'ensemble du ménage. Ce dernier résultat est conforme à celui trouvé dans la littérature (voir par exemple Clark et Oswald, 1994 ; Frey et Stutzer, 2002a), indiquant que la perte de l'emploi a de conséquences sur le bien-être qui vont au-delà de la perte de revenus qu'elle implique.

De façon tout à fait intéressante, le statut de salarié du public pour le chef du ménage est considéré comme moins valorisant que le statut de salarié du secteur privé tant au Pérou qu'à Madagascar. La dévalorisation de la carrière de fonctionnaire suite au gel des embauches, des salaires et à l'absence des perspectives d'avancement ont sans doute contribué à creuser le fossé entre aspirations et ressources pour les fonctionnaires, même si le salariat dans le secteur public continue d'attirer de nombreux candidats. Ni le nombre d'actifs occupés ni l'emploi dans le secteur informel ne semblent influencer sur la perception du bien-être. On peut invoquer ici deux effets opposés qui se neutralisent : d'une part, les pauvres se voient contraints de mobiliser plus activement la main-d'œuvre secondaire du ménage et, d'autre part, ces ménages peuvent compter sur des sources additionnelles de revenu et une plus forte insertion sur le marché du travail, ce qui a un impact positif sur le *SWB*.

Au-delà du revenu courant, la situation économique du ménage accroît substantiellement le bien-être subjectif, comme le montre l'effet très positif, semblable dans les deux pays, des conditions de logement et le niveau de patrimoine détenu par le ménage. De plus à revenu équivalent, le *SWB* augmente avec le niveau de scolarisation et surtout avec la satisfaction à l'égard des besoins de santé, dont l'impact est très fort (0,51 au Pérou et 0,67 à Madagascar), reflétant ainsi le poids que cette dimension a dans l'appréciation globale du bien-être du ménage. Soulignons toutefois que la variable sur la satisfaction en termes de besoins de santé résulte d'une appréciation subjective de la personne

---

<sup>14</sup> Il est donc difficile de statuer sur l'importance relative de l'effet revenu une fois les dimensions non-monétaires prises en compte.

<sup>15</sup> Notons ici que nous avons également exploré l'influence potentielle du profil psychologique des répondants sur leur bien-être. Cette thèse a notamment été développée par Argyle (1999). On dispose en effet pour Madagascar de variables d'attitude : la perception des répondants de leurs perspectives futures. On a ainsi pu constater que les individus ayant une vision pessimiste de l'avenir tendent à avoir un niveau inférieur de satisfaction subjective à l'égard de leurs conditions de vie courantes.

interrogée et non d'un indicateur objectif, ce qui peut expliquer la forte corrélation avec le bien-être subjectif.

La participation citoyenne du ménage constitue un facteur qui influe sur le bien-être : capital social à Madagascar et participation politique au Pérou. Plus particulièrement, à Madagascar, les ménages dont au moins un membre appartient à une association religieuse sont plus enclins à considérer favorablement leurs conditions de vie. Au Pérou, la participation aux élections municipales (non obligatoires) a un impact positif, ce qui tend à montrer que le surcroît de bien-être que procure la participation politique fait plus que compenser les coûts monétaires induits (coût de transport, journée de travail perdue). Dans le passé, une des formes d'exclusion sociale portait précisément sur l'exclusion des individus en tant que citoyens et conditionnait cette participation à la possession des richesses ou à la condition de savoir lire et écrire. En revanche, les variables liés à la vulnérabilité aux chocs (mesurée par l'incidence ou non de violences ou de la corruption) ne se révèlent pas comme des facteurs déterminants le bien-être. Sans doute d'autres indicateurs portant sur d'autre type de chocs doivent être explorés.

La question du groupe de référence a été explorée à travers plusieurs points de comparaison possibles : la dynamique des revenus passés, la mobilité intergénérationnelle et les effets de quartier. En premier lieu, le revenu de l'année passée joue positivement sur la perception du bien-être. Ce résultat semble impliquer que l'effet potentiellement positif d'une amélioration des revenus d'une année sur l'autre (qui devrait se traduire, à revenus courants fixés, par un impact négatif du revenu de l'année précédente sur le *SWB*) est dominé par l'effet positif d'avoir bénéficié d'un bon revenu au cours de la période précédente, et dont le *SWB* garderait la mémoire. Il faut par ailleurs souligner la forte corrélation entre revenus courants et revenus passés, il est ainsi probable que le coefficient du revenu passé absorbe une partie de l'effet propre du revenu courant. Les résultats mettent aussi en évidence des effets d'origine sociale sur le sentiment de bien-être. Ainsi, le fait que le père du chef de ménage ait été scolarisé procure un sentiment de satisfaction, indépendamment de l'impact que cela peut avoir sur sa réussite scolaire et professionnelle personnelle. Cet effet pourrait traduire un comportement altruiste de la part des individus ou encore refléter la trace dans des bénéfices tirés de cette scolarisation de la génération précédente (élargissement des *capabilities* dans l'enfance), qui aurait un effet durable sur le bonheur « permanent » (par analogie avec le concept de « revenu permanent ») des individus.

Si maintenant on retient l'approche du groupe de référence identifié par la localité de résidence, on retrouve sur les données malgaches et péruviennes l'effet classique de revenu relatif (*rivalry hypothesis*). En effet, le niveau moyen du revenu du quartier de résidence a un impact négatif et significatif sur le *SWB* aussi bien à Madagascar qu'au Pérou<sup>16</sup>. Tout comme Fafchamps et Shilpi (2003) pour le Népal, ou Lokshin, Paternostro et Umapathi (2004) pour Madagascar (à partir d'une autre base de données couvrant l'ensemble du pays), les ménages qui résident dans un quartier dont le niveau de revenus est plus élevé que le leur ont tendance à se sentir frustrés, ce qui affecte leur bien-être. Ceci constitue une évidence forte en faveur de l'existence d'une norme relative dans l'appréciation du bien-être subjectif.

Cependant, en plus du niveau moyen des revenus du quartier, on constate également que le niveau d'inégalité du quartier a une incidence significative sur le *SWB*. Tandis que cet impact est négatif à Madagascar, il est positif au Pérou<sup>17</sup>. Cette aversion pour l'inégalité du quartier pourrait s'expliquer à Madagascar par la plus grande importance que revêtent les réseaux de solidarité locaux dans un contexte de pauvreté généralisée. Rappelons que le devoir d'entraide (« fihavanana ») est une valeur fondamentale de la culture malgache, spécifiquement mentionnée comme ciment fondateur de la République dans la Constitution. Lokshin, Paternostro et Umapathi (2004) obtiennent aussi, au niveau national cette fois, un impact négatif du coefficient de Gini du segment (zone d'enquête) sur le *SWB*

<sup>16</sup> A Madagascar, cet effet négatif est plus élevé que l'impact direct du revenu du ménage. Toutefois, on ne peut pas vraiment conclure sur l'importance de l'effet du revenu relatif comparé à celui du revenu individuel étant donné que l'impact de ce dernier est absorbé en partie par différentes variables (revenu passé et revenu permanent : patrimoine, conditions de logement).

<sup>17</sup> Ce résultat pourrait être mis en parallèle avec le constat établi par Alesina, Di Tella et MacCulloch (2001) d'une aversion pour les inégalités en Europe que l'on ne trouve pas pour le cas des Etats-Unis où la mobilité sociale est perçue comme plus forte.

(quoique le coefficient n'est significatif dans leur étude que concernant la satisfaction dans le domaine de l'alimentation).

Au Pérou, les ménages tirent une plus grande satisfaction subjective du bien-être lorsqu'ils résident dans des quartiers à plus forte inégalité en raison probablement des caractéristiques de la mobilité sociale et de la configuration des grandes villes du pays. En effet, la grande taille de Lima et des quartiers populaires (le district de San Juan de Lurigancho compte plus de 600 000 habitants) ainsi que l'importance de la ségrégation résidentielle dans le processus de différenciation sociale font que les ménages qui sortent de la pauvreté et réussissent à se déplacer vers les quartiers résidentiels où existent des « poches de prospérité » considèrent cela comme une amélioration de leur *SWB*. A niveau de revenu du ménage et du quartier constants, il est préférable pour les ménages urbains péruviens d'habiter des quartiers où il existe une plus forte hétérogénéité des revenus car cela permettra aussi de toujours trouver dans le quartier un ménage plus pauvre que le sien. Pour les ménages pauvres en particulier l'effet négatif d'avoir un revenu en dessous de la moyenne du quartier est au Pérou en quelque sorte « compensé » par la possibilité de trouver plus pauvre que soit dans les quartiers à plus forte inégalité. Ces quartiers comportent également des îlots de prospérité dont le prestige s'étend aux habitants les moins riches du quartier. Le stigmate des quartiers uniformément pauvres et le prestige associé aux quartiers fortement inégaux sont au Pérou les deux faces de la même monnaie. On peut également suggérer que de fortes inégalités de quartier sont valorisées car elles sont perçues comme une ouverture du champ des possibles, pour qui travaillerait dur (ce qui suppose une certaine croyance dans l'égalité des chances).

Enfin, en plus de l'influence du revenu moyen dans le quartier, nous observons aussi l'effet négatif du niveau des aspirations des individus. En effet, aussi bien pour le Pérou que pour Madagascar, le *MIQ* est corrélé négativement avec le bien-être subjectif, à revenu constant. Comme on aurait pu s'y attendre, un ménage dont le revenu courant est très inférieur au revenu minimum qu'il estime nécessaire pour vivre de façon décente se sent moins heureux que celui qui a le même niveau de revenu mais dont les aspirations sont plus modestes. Une étude plus fine du mode de formation de ces aspirations – outre son lien avec le revenu et celui du groupe de référence – pourrait permettre de mieux expliquer le bien-être subjectif.

## 6. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Nous avons confirmé l'importance et l'intérêt d'étudier les dimensions non monétaires de la pauvreté dans les pays en développement. Les études qualitatives (ie. Narayan *et alii*, 200a, 2000b) avaient en effet signalé que même dans les pays les plus pauvres, ces dimensions non monétaires comptent. En incluant ces dimensions dans notre analyse, le pouvoir explicatif des modèles économétriques est multiplié par deux. Il est intéressant de constater que nos résultats confirment globalement les résultats obtenus dans les pays développés. Ces résultats plaident aussi en faveur de l'application dans les pays en développement d'une méthodologie amplement éprouvée dans les pays développés. Quelques spécificités importantes se dégagent néanmoins.

Tout d'abord, on confirme que la corrélation entre le bien-être subjectif et les revenus monétaires est positive et significative. Toutefois, elle est significativement inférieure à 1. A Madagascar, le pays le plus pauvre, le degré d'association entre *SWB* et revenus est plus élevé que dans le cas du pays moins pauvre, le Pérou. Dans les deux cas, l'importance d'autres dimensions du bien-être (comme la santé, l'éducation, la qualité de l'emploi mais aussi les structures familiales) jouent un rôle non négligeable. Finalement, on a mis en évidence que dans la perception du bien-être les interactions sociales et les trajectoires comptent aussi. Ainsi, à revenu personnel fixé, le niveau moyen des revenus du quartier a un effet négatif sur le *SWB*, confirmant l'hypothèse de l'existence d'une norme ou d'un référent relatif. Les revenus passés comptent positivement dans les deux pays, ce qui pourrait expliquer pourquoi, malgré la reprise de la croissance, il n'y a pas une amélioration de la perception du bien-être. Finalement, le capital social, l'origine sociale et le facteur ethnique (à Madagascar) ont un impact significatif sur la perception du bien-être.



Au-delà de ces points communs entre les deux pays, qui donnent une certaine robustesse aux résultats obtenus, on observe des différences intéressantes entre le Pérou et Madagascar. Tandis qu'au Pérou les inégalités de quartier jouent positivement sur la perception du bien-être, elles ont une incidence négative à Madagascar. On peut avancer l'hypothèse de deux modèles de mobilité et de normes sociales : d'un côté, une société péruvienne où les inégalités seraient vues comme le résultat d'une forte mobilité sociale positivement valorisée par la population ; de l'autre, le cas malgache où l'homogénéité sociale (fondement et/ou résultat des liens sociaux) semble davantage appréciée.

A l'issue de ce travail, plusieurs pistes de recherche se dégagent. En premier lieu, il conviendrait de conforter le champ de validité de nos résultats qui ont été testés sur une seule question (*Income Evaluation Question*). Rien ne garantit que les déterminants d'autres mesures subjectives du bien-être soient exactement les mêmes. La batterie de questions présentes dans le module « *Multiplés dimensions de la pauvreté* » (adéquation de la consommation, aisance financière ou revenu minimum nécessaire) permet d'explorer ce point.

En second lieu, nous n'avons exploité la dimension panel (deux vagues) de nos données qu'afin de tenir compte du rôle des trajectoires économiques et des chocs démographiques sur le marché du travail dans la détermination de la perception individuelle du bien-être. De plus, malgré l'inclusion de variables portant sur les caractéristiques sociodémographiques individuelles et du ménage (éducation, santé, marché du travail, capital social, etc.) ainsi que de variables concernant les quartiers (inégalités, différenciation des lieux de résidence), nous n'avons pas pleinement considéré l'hétérogénéité des individus et des ménages. Or, le rôle des non-observables, en particulier les différents types de personnalités et de profils psychologiques, est mis en avant par certaines études empiriques sur le bien-être subjectif. Une extension possible de notre travail consiste à tirer profit de la disponibilité des données panel (trois vagues) afin de prendre en compte l'hétérogénéité non observée (effets fixes), mobilisant les méthodes de l'économétrie non linéaire des variables qualitatives en panel.

Enfin, la question des limitations dans la capacité d'aspiration des populations les plus pauvres doit être considérée comme une dimension même de la pauvreté. Les implications pour les comparaisons interindividuelles du bien-être doivent également être davantage explorées. Ceci permettra d'étendre le champ géographique de l'analyse afin de procéder à des comparaisons entre ménages urbains et ruraux et de donner une base plus solide aux comparaisons internationales du bien-être.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alesina A., Di Tella R., MacCulloch R. (2001), « Inequality and Happiness: Are Europeans and Americans Different? », NBER Working Paper No. 8198. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Appadurai A. (2004), « The Capacity to Aspire: « Culture and the Terms of Recognition » » in V. Rao, M. Walton (eds.), *Culture and Public Action*, Stanford University Press.
- Argyle M. (1999), « Causes and correlates of happiness » in D. Kahneman, D. et N. Scharz (eds.), *Well-being: The foundations of hedonic psychology*. Russell Sage, New York, pp. 354-73.
- Banque mondiale (2001), *Rapport sur le Développement dans le monde 2000/2001 : Combattre la pauvreté*, Eska, Paris.
- Beuran M., Kalugina E. (2005), « Subjective welfare and the informal sector: the case of Russia », Working Paper, ROSES Paris I, TEAM CNRS, Paris.
- Burchardt T. (2003), « Identifying adaptive preferences using panel data: subjective and objective income trajectories », Paper prepared for 3rd Conference on the Capability Approach, 7-9 September 2003, Pavia, Italy, Centre for Analysis of Social Exclusion, London School of Economics.
- Clark A., Oswald A. (1994), « Unhappiness and unemployment », *Economic Journal*, 104, pp. 648-659.
- Deaton A. (1997), *The Analysis of Household Surveys. A Microeconometric Approach to Development Policy*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- De Vos K., Garner T. (1988), « An evaluation of subjective poverty definitions: comparing results from the U.S. and the Netherlands », *Review of Income and Wealth*, Series 37 n°3, September, pp. 267-85.
- Diener E., Biswas-Diener R. (2002), « Will money increase subjective well-being? », *Social Indicators Research*, 57, pp.119-69.
- Diener E., Scollon C. (2003), « Subjective well-being is desirable, but not the summum bonum », Paper delivered at the University of Minnesota Interdisciplinary Workshop on Well-Being, October 23 - 25, 2003, Minneapolis.
- Diener E., Suh E. (2003), « National differences in subjective well-being » in D. Kahneman Diener, N. Scharz (eds.), *Well-being: The foundations of hedonic psychology*, Russell Sage, New York, pp. 434-50.
- Durlauf S. (2000), « The Memberships Theory of Poverty- The Role of Group Affiliations in Determining Socioeconomic Outcomes », mimeo, Department of Economics, University of Wisconsin at Madison, August.
- Easterlin R. A. (1974), « Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence », in P.A. David, M.W. Reder (eds.), *Nations and Households in Economic Growth. Essays in Honor of Moses*. pp. 89- 125. Abramowitz. Academic Press, New York.
- Easterlin R. A. (2001), « Income and happiness: towards a unified theory », *The Economic Journal*, 111 (July), pp. 465-484.
- Easterlin R. A. (2003), « Building a Better Theory of Well-Being », *IZA Discussion Paper No. 742*.

- Fafchamps M., Shilpi F. (2003), « Subjective well being, isolation and rivalry », Department of Economics, University of Oxford, Oxford.
- Ferrer-i-Carbonnell A. (2002), « Subjective questions to measure welfare and well-being », Tinbergen Institute Discussion Paper TI2002-020/3.
- Frey B., Stutzer A. (2002a), *Happiness & Economics. How the economy and institutions affect human well-being*, Princeton University Press.
- Frey B., Stutzer A. (2002b), « The Economics of Happiness », *World Economics*, vol. 3 No.1, January-March, pp. 1-17.
- Frey B., Stutzer A. (2002c), « What can economists learn from happiness research? », *Journal of Economic Literature*, vol. XL (June), pp. 402-35.
- Graham C., Fitzpatrick M. (2002), « Does Happiness Pay? An Exploration Based on Panel Data from Russia », Brookings Institution, Center on Social and Economic Dynamics, Working Paper No.24, May.
- Graham C., Pettinato S. (2000), « Happiness, markets, and democracy- Latin America in comparative perspective », Brookings Institution, Center on Social and Economic Dynamics, Working Paper No.13, août.
- Graham C., Pettinato S. (2001), « Frustrated achievers : winners, losers, and subjective well being in new market economies », Brookings Institution, Center on Social and Economic Dynamics, Working Paper n°21, janvier.
- Herrera J. (2001), « Pobreza subjetiva y objetiva en el Perú », Paper prepared for the Congreso Internacional de Americanistas, Santiago du Chile, 2003.
- Inglehart R. (1997), *Modernization and Postmodernization. Cultural, economic and political change in 43 societies*, Princeton: Princeton University Press.
- Inglehart R., Welzel C. (2005), *Modernization, Cultural Change and Democracy: The Human Development Sequence*, New York and Cambridge: Cambridge University Press.
- Kahneman D. (2003), « Objective happiness » in D. Kahneman, D. et N. Scharz (eds.), *Well-being: The foundations of hedonic psychology*, Russell Sage, New York, pp. 3-25.
- Kapteyn A., Kooreman P., Willemsse R. (1988), « Some Methodological Issues in the Implementation of Subjective Poverty Definitions » *Journal of Human Resources* 23(2): 222-42.
- Kingdon G., Knight G. (2003), « Well being poverty versus income poverty and capabilities theory? », CSAE WPS/2003-16, à paraître dans *Journal of Development Studies*, octobre 2006.
- Kingdon G., Knight G. (2004), « Community, Comparisons and Subjective Well-being in a Divided Society », Paper for presentation at the CSAE conference, St. Catherine's college, 21-22, March.
- Lokshin M., Umapathi N., Paternostro S. (2004), « Robustness of Subjective Welfare Analysis in a Poor Developing Country », World Bank Policy Research Working Paper 3191, January.
- McBride M. (2001), « Relative-income effects on subjective well-being in the cross-section », *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 45 (2001), pp. 251-78.
- Michalos A. (1985), « Multiple discrepancies theory », *Social Indicators Research*, 16, pp. 347-413.
- Milanovic B., Jovanovic B. (1999), « Change in the Perception of the Poverty Line during Times of Depression. Russia 1993-96 », Papers 2077, World Bank Country Economics Department.

- Nathan D. (2005), « Capabilities and Aspirations », *Economic And Political Weekly* (Epw), January, India.
- Narayan D., Patel R., Schafft K., Rademacher A., Koch-Schulte S. (2000a), *Can Anyone Hear Us? Voices from 47 countries* (*Voices of the Poor*, Volume 1) New York: Published for the World Bank, Oxford University Press.
- Narayan D., Chambers R., Shah K. M., Petesch P. (2000b), *Crying out for Change* (*Voices of the Poor*, Volume 2), New York: Published for the World Bank, Oxford University Press.
- Offer A. (2003), « On economic welfare measurement and human well being over the long run », in P. David, P. Solar, M. Tomas (eds.), *The Economic Future in Perspective*, London: British Academy, pp. 371-99.
- Plug E. J.S., Van Praag B. M.S. (1998), « Similarity in response behavior between household members: An application to income evaluation », *Journal of Economic Psychology*, 19, pp. 497-513.
- Pradhan M., Ravallion M. (2000), « Measuring poverty using qualitative perceptions of welfare », *Review of Economics & Statistics*, Vol. 82 Issue 3, pp. 462-72.
- Rakotomanana F., Ramilison E., Roubaud F. (2000), « La mise en place d'une enquête annuelle sur l'emploi à Madagascar : un exemple pour l'Afrique Sub-saharienne », *Stateco* n°95/96/97, pp. 25-40.
- Rakotomanana F., Ravelosoa R., Roubaud F. (2000), « L'enquête 1-2-3 sur le secteur informel et la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo 1995, 1998 : la consolidation d'une méthode », *Stateco* n°95/96/97, pp. 41-62.
- Ravallion M., Lokshin M. (1999) « Subjective economic welfare », Policy Research Working Paper n°2106, World Bank.
- Ravallion M., Lokshin M. (2000), "Identifying welfare effects from subjective questions", World Bank, Policy Research Working Paper n°2301. *Economica*, August 2001, Vol. 68 Issue 271, 4.
- Ravallion M., Lokshin M. (2002a), "Self-rated economic welfare in Russia", *European Economic Review* 46, pp. 1453-1473.
- Ravallion M., Lokshin M. (2002b), "Rich and Powerful? Subjective Power and Welfare in Russia", World Bank Policy Research Working Paper 2854, June.
- Ravallion M., Lokshin M. (2003), « On the Utility Consistency of Poverty Lines », World Bank Policy Research Working Paper 3157, October.
- Ravelosoa R., Roubaud F. (1998), « La dynamique de la consommation des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo, 1960-1995 (Madagascar) », *Autrepart*, No.7, pp. 63-87.
- Ray D. (2004), « Aspirations, Poverty and Economic Change », BREAD Policy Paper No.2, New York, April.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (1999), « La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? », *Economie de Madagascar*, No.4, pp. 103-137.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2000), « The multiples facets of poverty in a developing country: The case of Madagascar capital city », actes du séminaire International Comparison of poverty, Bratislava, SUSR/INSEE/EUROSTAT, pp. 339-371.

- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002a), « Pensez-ils différemment ? La voix des pauvres à travers les enquêtes statistiques », in J.P. Cling, M. Razafindrakoto, F. Roubaud (eds.), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris, Economica, chapitre V, pp. 141-165.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002b), « Deux outils originaux de suivi de la pauvreté : l'enquête 1-2-3 et des Observatoires Ruraux », in J-P. Cling, M. Razafindrakoto, F. Roubaud (eds.), op. cit., chapitre XIII, pp. 363-387.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2004), « Subjective perception of poverty in urban sub-saharan Africa », paper for the CSAE Conference on Growth and Poverty, Oxford, March.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005a), « Les pauvres, la démocratie et le marché à Madagascar : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache », *Revue d'économie du développement* 1/2005, pp. 56-89.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005b), « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement - Le cas de la capitale malgache », *Economie et Statistique*, n°383-384-385, pp. 131-155.
- Rojas M. (2003), « The Multidimensionality of Poverty: a Subjective Well-being Approach », WIDER Conference Inequality, Poverty and Human Well-Being", Helsinki 30-31 May.
- Roubaud F. (2002), « Croissance économique et crise politique : Madagascar refuse-t-elle le développement ? », *Afrique Contemporaine* n° 202/203, avril-septembre, pp. 3-11.
- Schröder C., Schmidt U. (1999), « A new subjective approach to equivalence scales- an empirical investigation », Institut für Finanzwissenschaft und Sozialpolitik, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel.
- Sen A. (1984), « Rights and capabilities » in *Resources, Values and Development*, Oxford: Basil Blackwell, pp. 307-24.
- Selnik C. (2003), « What Can we Learn from Subjective Data. The Case of Income and Well-Being? » Delta Working Paper No. 2003-06, Paris.
- Stutzer A. (2003), « The role of aspirations in individual happiness », Institute for Empirical Research in Economics, University of Zurich, Working Paper No.124, February.
- Van Praag B.M.S., Ferrer-i-Carbonnell A. (2004), *Happiness quantified. A satisfaction calculus approach*, Oxford et New York: Oxford University Press.
- Van Praag B.M.S., Frijters P., Ferrer-i-Carbonnell F. et A. (2002), « The anatomy of subjective well-being », Tinbergen Institute Discussion Paper TI2002-022/3.
- Van Praag B., Kapteyn A. (1973), « Further evidence on the individual welfare function of income: An empirical investigation in the Netherlands », *European Economic Review*, 4:33-62.
- Winkelmann L., Winkelmann R. (1998), « Why Are the Unemployed So Unhappy evidence from Panel Data », *Economica*, 65, pp.1-15.
- Winkelmann R. (2002), « Subjective Well-Being and the Family », mimeo, University of Zurich, March.